Vol. 4 No. 32 • Du 23 février au 1er mars 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



A quand l'incarcération de l'ancien Tyran d'Haïti ?

Page 3

LE RETOUR D'ARISTIDE EST IMMINENT !

Voir page 4



Grande manifestation tenue pour le retour de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide, le vendredi 18 février 2011. Sur les pancartes on pouvait lire : « Titid n ap tann ou. Bon retour Titid. Titid = lapè, Titid = la vie, Aristide = la paix. Vive le retour d'Aristide. Nous voulons d'Aristide en Haïti. Bon retour président Aristide. »



Haïti: le choléra n'accorde pas de trêve !

Page 7

HUMILIATION DES FOOTBALLEURS HAÏTIENS À LA JAMAÏQUE!

Voir page 4



Le samedi 19 février 2011, des milliers d'Haïtiens ont pacifiquement manifesté à Port-au-Prince, pour protester énergiquement contre les agissements de la Jamaïque à l'égard des joueurs de la sélection nationale de football, des moins de 17 ans.



Le monde change, et nous avons un grand rôle !

Page 10



Les protestations du Wisconsin !

Page 17

HAITI LIBERTÉ

L'envers du décor !

Par Berthony Dupont

Ce qui s'est passé à la Jamaïque et qui a suscité une impressionnante levée de boucliers et que tout le monde qualifie d'humiliation décevante pour nos jeunes athlètes, n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il doit être examiné dans une vision plus large, aussi bien sous l'aspect sportif que du point de vue de ses implications politiques. En vérité, les faits sont difficilement récusables, vu que chaque jour apporte son lot de témoignages et des pièces à conviction qui nous laissent même présager de plus amples humiliations à venir, si nous laissons aux pays impérialistes le soin de nous administrer le médicament politique de leur choix.

En d'autres termes si nous les laissions mettre à la tête du pays leur agent dénaturé Michel Martelly ou leur agent subalterne Mirlande Manigat. Là alors, nous apprendrons vraiment à connaître le sens du mot « humiliation ».

Un point important à souligner dans toute cette affaire, c'est que s'il n'y avait pas eu cet incident grave, diable, l'on n'aurait jamais su que l'équipe nationale avait fait le déplacement sans aucun staff médical attaché à sa délégation. A ce compte, on peut même sans doute se demander si les joueurs avaient été voir un médecin avant leur départ ? Et le comble c'est que le président de la Fédération haïtienne de Football, le Dr. Yves Jean Bart, ne détenant pas une licence de pratique médicale à la Jamaïque, a osé écrire une ordonnance pour l'achat d'un médicament à une pharmacie jamaïcaine à utiliser à titre prophylactique pour les membres de l'équipe. La pharmacie qui, naturellement, n'a pas honoré la prescription aurait avisé par la suite les autorités concernées. Tout cela alors ne relève-t- il pas de la politique sans vergogne de nos dirigeants politiques et sportifs ? Leur comportement à la Jamaïque a été pareil à celui qu'ils ont en Haïti : vogue la galère ! Si nous avions respecté les normes, les autorités Jamaïcaines auraient sans doute pensé mille fois avant de nous appliquer cette gifle.

Tout ce qui arrive maintenant, soit dans le pays ou à l'extérieur concernant le peuple haïtien, n'est autre que le reflet de la qualité de l'Etat que nous avons en Haiti. Les retombées du dernier séisme en disent long, vu que des milliers de nos concitoyens vivent et dorment encore à la belle étoile sous des tentes qui ne peuvent même pas résister à une forte averse ou à une bourrasque. Accepter de vivre ainsi, aux yeux du monde, c'est donner à des dirigeants mal intentionnés de pays sous-développés l'occasion de tromper leur peuple en leur faisant miroiter qu'après tout, même pauvres ils sont encore bien mieux lotis que les haïtiens, ces vils parias.

Nous ne pouvons pas déjà oublier les déclarations de l'ex-Premier ministre de Trinidad Tobago M. Patrick Manning au cours du sommet des Amériques en 2010 « *Haiti est une honte pour nous autres* ! »

A ce stade, la manifestation de solidarité avec les jeunes joueurs, à Port-au-Prince, a toute son importance. Elle a remonté le moral du peuple et rétabli une certaine confiance en soi. Mais ce n'est pas tout. Il y a des gens qui se montrent offusqués par ce qui s'est arrivé à la Jamaïque, comme par exemple Magalie Comeau-Denis. Mais pourquoi n'ont-ils encore rien dit et fait au su des insultes quasi caricaturales que la Communauté Internationale ne manque pas de nous adresser quotidiennement ?

A ce carrefour historique où nous sommes, il ne suffit pas de manifester contre la Jamaïque ou pour le retour d'Aristide tout en laissant à la Communauté Internationale le loisir de continuer à salir notre visage, sans aucune protestation. Nous devons nous opposer à tout ce que les forces étrangères veulent nous imposer, comme leur profonde réticence au retour d'Aristide, du fait que l'impérialisme ne le voit pas d'un bon œil. Dans ce cas, Aristide devrait s'arranger pour le faire le plus vite possible avant même la date prévue de la mascarade électorale projetée par les forces occupantes. Sinon il lui sera très difficile de retourner sous le régime d'une Manigat ou d'un Martelly et c'est là justement le piège que lui tendent les forces réactionnaires.

Il est indispensable que nous manifestions pour dire Non à tout ce qui se passe actuellement dans le pays. Si nous ne prenons pas en main notre destinée et la laissons aux bons soins des nouveaux colons, nous ne serons que la risée des peuples de la Caraïbe ! Comme l'a souligné l'agronome Pierre Léger « *on doit apprendre à mettre de l'ordre chez soi de manière à être respecté par les autres* ».

L'histoire des luttes des peuples démontre avec force cette vérité essentielle que l'oppression étrangère peut freiner ou retarder pour un certain temps l'évolution d'un peuple, mais ne peut l'empêcher de réaliser ses aspirations légitimes à savoir la conquête de la liberté, de l'unité et du progrès social, si ce peuple est décidé à lutter jusqu'au bout avec fermeté et héroïsme.

C'est la tache qui nous incombe ! En ce moment crucial, il est inconcevable, que les forces occupantes nous dictent en vertu de leur conception du réalisme, la ligne de conduite à suivre. Notre rôle est de les dénoncer avec une conviction toute particulière. Assurons notre respect, ne le quémandons pas; c'est la seule et unique façon d'avoir des dirigeants raisonnables, respectables et respectés, choisis par le peuple pour les placer à la tête de notre pays.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

A quand l'incarcération de l'ancien Tyran d'Haïti ?

Alors que l'ancien dictateur d'Haïti, Jean-Claude Duvalier a été inculpé par la justice haïtienne pour crimes contre l'humanité , de détournement de fonds publics, de corruption et d'association de malfaiteurs, il devrait être en résidence surveillée et en interdiction de quitter le territoire haïtien. Bien au contraire, il se promène partout. Au début du mois de février, il était à Léogâne, la ville natale de sa mère. Il était également au bureau de l'office National d'identification (LONI) pour se procurer une carte d'identification nationale l'habilitant à participer aux prochaines élections soit comme électeur soit comme candidat, si la justice haïtienne ne fait pas son travail d'application de la loi de façon rigoureuse.

Samedi 19 février, Jean Claude Duvalier, qui veut se donner un peu de loisir sous le soleil d'Haïti, après tant de torts causés au peuple haïtien, était présent à l'ouverture du festival de Jazz au restaurant Quartier Latin à Pétion-Ville, accompagné de sa femme Véronique Roy.

Un total de 18 plaintes ont été déposées contre lui par devant la justice haïtienne et une lettre ouverte datée du lundi 14 février 2011 et signée par des dizaines de victimes des atrocités des Duvalier, a été adressée au président de facto haïtien, René Préval, à son Premier ministre, Jean Max Bellerive et au ministre de la Justice, Paul Denis, leur demandant l'incarcération immédiate de l'ancien tyran d'Haïti qui a régné du 21 avril 1971 au 7 février 1986.

En voici la teneur. « Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de la Justice,

Nous, les soussignés, tous victimes et/ou témoins des nombreux crimes et exactions commis sous la dictature de l'ex Président à vie Jean-Claude Duvalier (21 avril 1971- 7 février 1986) et qui ont traumatisé toute une nation, avons, comme l'ensemble de la population haïtienne, été surpris par le retour du dictateur et surtout choqués de l'accueil qui lui a été réservé par les différents agents de la fonction publique en faction à l'aéroport Toussaint Louverture de la capitale. Le spectacle du dictateur se pavanant dans un cortège de véhicules précédé de motards de la police nationale enthousiastes et serviles, a été particulièrement révoltant. Nous l'avons vu ensuite entouré d'ancien macoutes et de membres de sa garde prétorienne (notamment des membres de l'ex FRAPH groupe paramilitaire qui a sévi durant le coup d'Etat militaire de 1991-1994), narguant les consignes d'un juge d'instruction lors de ses multiples déplacements, de Péligre à Léogâne, alors qu'il est prétendument « assigné à résidence » selon ce qui a été dit aux victimes qui ont témoigné.

Nous avions vu dans le retour inopiné de Jean-Claude Duvalier une opportunité pour les autorités judiciaires haïtiennes de lui demander enfin compte des crimes imprescriptibles perpétrés sous son règne. Nous nous attendions donc, au nom de la vérité, de la justice et du plus élémentaire bon sens, à ce que Duvalier soit inculpé et immédiatement incarcéré dans l'attente de son procès pour crimes contre l'humanité et pour le pillage éhonté des finances d'un pays réputé le plus pauvre de l'hémisphère.



Jean Claude Duvalier

Nous avons vu au contraire, l'accusé traité avec un laxisme surprenant et la plus grande déférence, par les autorités nationales. Il jouit d'une totale liberté de déplacement, dont il profite pour mener campagne, conspirer avec ses associés et complices, réactiver son réseau d'hommes de main, festoyer avec ses compagnons de débauche et narguer avec arrogance les victimes survivantes de son régime. L'interdiction de départ prononcée contre lui, nous semble une mesure bien dérisoire, compte tenu de la porosité de nos frontières et des complicités avérées développées par les Duvalier en République Dominicaine. Par ailleurs, Jean-Claude Duvalier profite de son accès illimité à la presse pour déployer une offensive de propagande mensongère, analogue à celle que nous avaient infligée son sinistre père et lui-même.



Selon les avocats de Jean-Claude Duvalier, Alex Aurelier, Reynold Georges et Fritzo Canton, un procès contre l'ancien dictateur, que ce soit pour crimes contre l'humanité ou corruption, n'est « pas possible »

S'ajoutant à l'attitude menaçante des partisans de Duvalier lors des dépositions des plaignants et à l'attitude pour le moins provocante de ses avocats, ces cafouillages de la justice haïtienne contribuent à intimider les victimes qui ont eu le courage de porter plainte et à dissuader les nombreuses autres qui seraient prêtes à le faire ou à venir témoigner. La place de Duvalier est en prison et la disponibilité de cellules répondant aux normes internationales dans le nouveau pénitencier de la Croix-des Bouquets, permet son incarcération dans des conditions acceptables et totalement différentes de celles que son régime a imposées à ses innombrables victimes ; des conditions dans lesquelles doivent vivre nos compatriotes actuellement détenus. Jean-Claude Duvalier en liberté, les victimes et témoins de ses méfaits, se sentent à juste titre sous la menace de ses puissants complices incrustés dans l'appareil d'État et dans la société.

Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Monsieur le Ministre de la Justice,

L'État haïtien doit arrêter de jouer les Ponce Pilate pour prendre clairement parti en faveur de la justice et de la vérité. 25 ans après le départ de Jean-Claude Duvalier pour son exil doré, il serait temps que tout l'appareil étatique, et notamment le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique et également ceux de la Communication et de la culture, de la Jeunesse et des sports, de l'Éducation Nationale remplissent leur mission de faire connaître à nos jeunes compatriotes, désarçonnés par des déclarations ambiguës des autorités ou leur silence inquiétant face à la propagande délétère des duvaliéristes, la vérité sur la dictature héréditaire la plus sanglante de notre histoire.

Les signataires osent croire que le gouvernement prendra les dispositions qui s'imposent pour que justice soit enfin rendue au peuple. Dans cette optique, le gouvernement devrait prendre des mesures pour que nos compatriotes vivant à l'étranger puissent également porter plainte à travers les représentations diplomatiques et consulaires ».

Patriotiquement votre,

Suivent les premières signatures

Cius, Wisly pour Jean Robert Cius
Blanchet, Max J.
Duval, Robert
Simon Paul-Emile
Elie, Patrick
Dominique, Jan J.
Henri, Faustin
Micheline Dominique Billot
Fils Aimé, Alix
Jean Billot
Magloire, Nicole
Sylvie Billot
Montas, Michèle
Condé-Icart, Renée
Prophète, Denise
Dupuy, Rudolph
Rosier, Claude
Pasquet, Fabienne
Frémont, Erge
Côté, Mireille
Boucard, Françoise
Dieujuste, Ulrick
Baron, Paul
Avin (Jean François)
Icart, Reynold
Klang, Gary
Icart, Jean-Claude
Large, Josaphat-Robert
Ricard, P Cassagnol
Berrouet-Oriol, Robert
Simon, Marcel-Franck
Magarett Desilier
Paul Adolphe Corbanese
Michaelle Leger Roy

Des dizaines de personnes sont mortes à Lafito

Par Jackson Rateau

La semaine dernière, dans la localité de Lafito, 2e section communale de Cabarêt où vivent 7 mille habitants, des dizaines de personnes sont subitement décédées suite à une étrange maladie de cause jusqu'ici indéterminée.

D'aucuns dans la zone auraient indexé des présumés malfaiteurs : « houngan » et « manbo », ayant en leur possession des objets fétichistes telles des bouteilles d'air ou de poudre, dont ils auraient vaporisé le contenu sur des personnes ciblées. Ces prêtres et prêtresses sont menacés de lynchage par la population.

Les autorités locales (CASEC, ASEC etc.) de la section communale Lafito ont lancé un appel aux autorités centrales d'Haïti (la justice et la santé) afin d'intervenir immédiatement pour éviter le pire. Elles ont soutenu que les victimes ne sont pas des alcooliques, donc, il est impossible que le rhum agricole (Clairin) soit à la base de ces décès.

La même semaine, beaucoup de gens de la population Lafito qui ne se sentent pas en sécurité ont commencé à vider la localité.

Atterrissage forcé d'un Boeing 767 de l'American Airlines en Rép. Dominicaine

Le dimanche 21 février dernier, un Boeing 767-300 de la compagnie American Airlines avec 188 passagers à bord avait dû atterrir en urgence à l'Aéroport Las Americas de Santo Domingo, en République Dominicaine.

L'avion American Airlines, assurant le vol AA 822, qui avait laissé l'Aéroport International Toussaint Louverture de Port-Au-Prince aux environs de 2 :30hres PM en direction de Miami, allait atterrir de manière anticipée à cause d'une défaillance dans le système de freinage constatée par l'équipage.

Selon le pilote principal en charge de l'appareil, le système hydraulique contrôlant les freins n'étant pas fonctionnel, il ne pouvait faire autrement qu'atterrir à haute vitesse. A cet effet, les autorités aéroportuaires dominicaines avaient dû évacuer les résidents vivant aux alentours de l'Aeropuerto Dominicano (Aerodom).

Le personnel médical de l'Aéroport ainsi que les sapeurs pompiers avaient été mobilisés sur la piste. Celle-ci a été fermée et interdite aux autres vols pendant plus de 25 minutes. Tôt dans l'après-midi, les 188 passagers haïtiens et américains ont été embarqués dans un autre Boeing 747-300 American Airlines, en direction de Miami.

DÉCÈS DE MME VILLEFRANCHE CHÉRY



Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort de Mme Villefranche Chéry, née Marlène Lacceús survenue à l'âge de 72 ans, le dimanche 6 février 2011, en sa résidence privée, à Carrefour feuilles après une longue maladie courageusement supportée.

Le photographe Lionel Lafortune et toute l'équipe du Journal Haïti-Liberté présentent leurs plus sincères condoléances à son Mari Villefranche Chéry, son frère Pierre-Marie Lacceús ; ses enfants : Rood, Jimmy, Carmin, Jude et Fred ; ses petits fils et filles : Rich, Darril, Rood-Marlie et Olivier ; ses sœurs : Rolande Etienne et Rita Bonnet ; ses belles-filles, Segenale, Carine, Venise, Minouche, Youseline et Kettelie et tous les autres parents et amis affectés par ce deuil.

Les funérailles de Mme Villefrance Chéry ont été chantées le mardi 15 février dernier à l'église Saint-Louis Roi de France. L'inhumation avait eu lieu au grand cimetière de Port-au-Prince. Que l'âme de Mme Villefranche Chéry repose en paix et que la terre lui soit légère !

Le retour d'Aristide est imminent !

Par Yves Pierre-Louis

Depuis environ sept ans, le peuple haïtien revendique toujours le retour de l'ex-président, Jean Bertrand Aristide, kidnappé, puis exilé en Afrique du Sud, après le coup d'Etat du 29 février 2004. Sept ans plus tard, le retour semble imminent, après une longue lutte de résistance, contre la trahison, l'hypocrisie, le mensonge, la diffamation, le complot fomentés dans les laboratoires des grande puissances impérialistes.

Finalement, le docteur Jean Bertrand Aristide est arrivé à détenir son document de voyage, lui permettant de quitter le pays d'accueil, l'Afrique du Sud. Le 6 février dernier, le gouvernement haïtien a remis de la main à la main à son avocat, Me Ira Kurzban le passeport diplomatique de Jean-Bertrand Aristide. Où en est-on maintenant ?

Le jeudi 17 février 2011, le ministre des Affaires étrangères du gouvernement Sud-africain, Maite Nkoane-Mashabane a indiqué que des consultations avaient été entreprises avec toutes les parties intéressées pour faciliter à l'exilé d'Afrique de retourner dans son pays. Elle a toutefois confirmé la demande du président Aristide aux autorités Sud-africain en vue de quitter le pays d'accueil. « *Nous avons engagé des consultations avec toutes les parties intéressées afin de faciliter son retour au pays au moment approprié. Nous consultons tous les interlocuteurs, impliqués dans le dossier pour faciliter le retour dans les meilleurs délais* », a-t-elle déclaré, lors d'une conférence de presse donnée en marge d'une session parlementaire dans une province d'Afrique du Sud.

Du côté du gouvernement haïtien, selon le Premier ministre, Jean Max Bellerive, tout a été fait pour que le président Aristide revienne dans son pays le temps qu'il faut. *« Le président Aristide est actuellement en possession de son passeport diplomatique, il peut rentrer chez lui quand il le veut. »* a précisé Jean-Max Bellerive en marge d'une réunion des membres de la CIRH à l'Hôtel Karibe Convention Center le mardi 15 février dernier. Pour sa part, le vendredi 18 février, , la ministre des Affaires étrangères, Marie Michelle Rey a indiqué à une agence de presse internationale, qu' "*aucun contact*" n'a encore été établi avec son homologue Sud-africain, Maite Nkoane-Mashabane sur le retour du président Aristide. Dilatoire ou pas, le docteur Jean-Bertrand retournera



L'ex-président Jean-Bertrand Aristide et sa famille

quand même.

En guise de réponse, le samedi 19 février, l'avocat d'Aristide, Ira Kurzban a écrit à Mme. Rey pour lui demander «*d'entamer le dialogue approprié*» avec le gouvernement d'Afrique du Sud pour organiser le retour d'Aristide

«*Quelles mesures avez-vous prises avec vos homologues en Afrique de Sud pour résoudre le retour de Président Aristide en Haiti ?*» a demandé Kurzban dans sa lettre.

"*Comme vous le savez, le Président Aristide n'est pas tout simplement un autre citoyen de retour dans son pays,*" a écrit Kurzban. "*Vous êtes bien au courant des circonstances dans lesquelles il a été forcé de quitter Haïti malgré sa position en tant que président démocratiquement élu à l'époque. Son voyage forcé vers la République Centrafricaine et son séjour actuel en Afrique du Sud sont bien documentés.*"

"*Je sais que certains pays ont exprimé leur préoccupation au sujet du retour immédiat du Président. Nous savons, toutefois, que ces préoccupations sont sans fondement et que le retour du Président serait une joyeuse occasion pour la grande majorité des Haïtiens. De nombreux citoyens haïtiens sont déjà allés à l'aéroport en attente de son retour,*" a conclu Kurzban.

Dans l'intervalle, toutes sortes de rumeurs circulent dans le pays. Certains disent espérer un retour avant le deuxième tour, c'est-à-dire avant le 20 mars. D'autres font circuler de très mauvaises informations sur le retour d'Aristide, faisant croire que les Etats-Unis lui en veulent, qu'il a des comptes à régler avec eux. Jusqu'à date aucun officiel des Etats-Unis ne s'est prononcé clairement sur ce dossier, l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, Kenneth Mertin n'ayant voulu faire aucune déclaration à ce sujet. Quant à l'ancien président des Etats-Unis, Bill Clinton, qui n'a pas voulu faire des commentaires publics concernant le retour d'Aristide, il a eu tout simplement à déclarer : *« Ce sont des questions dont les solutions doivent venir du gouvernement haïtien et il revient aux partis politiques de donner leurs impressions »*. On veut le croire.

Par ailleurs, pour mettre fin aux rumeurs qui font croire que le docteur Jean-Bertrand Aristide serait en contravention avec la justice étasunienne concernant une affaire de compagnie téléphonique haïtienne, un responsable d'alors a déjà fait des déclarations contraires à ces rumeurs. La personne en question, Jean René Duperval, un ancien cadre de la Téléco, a apporté un démenti formel à ces fausses informations diffusées sur les ondes de certaines stations de radio de la capitale.

Dns une lettre rectificative, datée du 19 février 2011, l'ancien responsable de la Téléco, Jean René Duperval a apporté un démenti formel aux allégations de propos qu'il aurait tenus contre l'ex-président Aristide. *« Le mardi 8 février 2011, dans une grave déclaration faite sur les ondes de radio Métropole, reprise et commentée par d'autres médias, madame Lucy Komisar, journaliste investigateur, affirmait faussement que je coopérais avec le gouvernement des Etats-Unis contre l'ex-président, Jean Bertrand Aristide.*

J'apporte un démenti formel à ces accusations mensongères et déclare à la nation haïtienne que je ne coopère ni n'ai fait aucun deal avec quiconque. Je profite de l'occasion pour réaffirmer ma ferme détermination de me défendre des accusations portées contre moi. » Signé Jean René Duperval.

Entre-temps, l'organisation politique Fanmi Lavalas, ses partisans et sympathisants maintiennent la mobilisation en faveur du retour de leur leader dans les jours qui viennent. C'est dans cette perspective que la manifestation lancée par la Commission Permanente de Mobilisation Fanmi Lavalas a été très largement suivie par la population, le vendredi 18 février écoulé.

Comme annoncé des milliers d'Haïtiens, mais surtout des partisans, sympathisants et membres de Fanmi Lavalas, le parti du docteur, Jean Bertrand Aristide sont descendus dans les rues de la capitale le vendredi 18 février pour continuer d'exiger le retour de leur leader, 7 ans après son exil en Afrique du Sud. La lecture qu'on peut donner de cette manifestation monstre est évidente : le peuple haïtien réclame purement et simplement le retour de son ex-président dans son pays d'origine.

Partant de l'église Saint-Jean Bosco, où le père Jean Bertrand Aristide animait la foule à travers la théologie de la libération, les manifestants accompagnés d'un DJ, de plusieurs bandes à pied, portant de pancartes, des banderoles, des photos de leurs idoles ont parcouru plusieurs rues avant d'arriver au Champ de Mars, la plus grande place de la capitale, aux abords de laquelle se trouve le palais national, réduit en ruine après le tremblement de terre du 12 janvier 2010. Sur tout le parcours, ils ont exigé le retour du président Aristide. Sur les pancartes on lisait : *« Titid n ap tann ou. Bon retour Titid. Titid = lapè, Titid = la vie, Aristide = la paix. Vive le retour d'Aristide. Nous voulons d'Aristide en Haïti. Bon retour président Aristide. »*

Des manifestants ont déclaré : *« La recréation a pris fin, tous les lavalassiens doivent regagner la maison de la famille. Pas de premier tour, il ne saurait avoir un second tour. »* A marquer que tous les lavalassiens ne sont pas encore retournés à la grande maison de

Suite à la page (14)

L'humiliation des footballeurs haïtiens à la Jamaïque



Les manifestants en signe de solidarité avec les joueurs de la sélection haïtienne de U-17

L'affaiblissement de la diplomatie haïtienne suite au coup d'Etat/kidnapping du 29 février 2004, conduisant le président Aristide en exil en Afrique du Sud, l'occupation du territoire par les forces des Nations Unies, la mise sous tutelle d'Haïti, programmée, planifiée

Suite à la page (14)

Un second tour tout à fait bancal

Par Jackson Rateau

La communauté internationale s'apprête à récidiver dans le pays à travers un deuxième tour d'une élection qui n'avait pas même eu un premier tour. Ce second tour de la mascarade présidentielle mettra aux prises Mirlande Manigat et Michel Martelly

Tout le monde est témoin que le dernier rapport imposé par l'organisation des Etats Américains (OEA) au Conseil Electoral Provisoire (CEP) a été signé par seulement quatre membres de cette institution. Par conséquent, faute de validité, ce document qui devait être entériné par la signature du président de la République, ne peut être acheminé au journal officiel du gouvernement « Le Moniteur » pour être publié.

Les élections sont autorisées à partir d'un arrêté présidentiel convoquant le peuple à participer aux élections. De ce fait, en vue de financer et sécuriser le scrutin, ce même arrêté autorise le ministre des l'Economie et des Finances à décaisser des fonds et également le ministre de l'intérieur à mobiliser les forces publiques. Le président de la République qui n'a pas, jusqu'à présent, rendu publique cet arrêté, garde son mutisme. Dans l'intervalle, le jeudi 17 février 2011 dernier, le président du CEP, Gaillot Dorsainvil, a lancé en grande pompe la campagne électorale, ce qui laisse sous entendre que le deuxième tour des élections, va bel et bien avoir lieu.

Sous la férule du président Gaillot Dorsainvil qui ignore l'existence du président de la République d'Haïti, puisque supporté par les colons, tout le CEP se mobilise pour faire tourner la machine électorale ; un CEP amputé d'un membre et de surcroît, boitillant avec 4 autres non signataires du rapport imposé par les colons. Ces quatre membres non signataires qui, jusqu'à présent s'activent à dynamiser la machine électorale, ont ils démissionné ou non ?

Autre considération : s'il existait dans le pays un pouvoir judiciaire digne de ce nom, avec des juges forts de caractère, qui pouvaient rehausser l'honneur d'Haïti, il tenterait une action en justice contre le Conseil Electoral Provisoire et ramenant cette mascarade à sa nullité, bref, casserait la décision du CEP et de la Communauté Internationale.

Par ailleurs, des dirigeants de la bourgeoisie Rosny Desroches de l'Initiative de la Société civile (ISC) et Edouard Paultre du Conseil haïtien des acteurs non étatiques (Conhane) ont déclaré, sans vergogne, qu'il n'est pas nécessaire qu'un nouvel arrêté convoquant le peuple en ses comices le 20 mars prochain soit publié par le président René Préval, et que cela ne doit pas constituer un élément de blocage à l'avancement du processus électoral. Ah cette société si vile !

Signalons enfin que le processus électoral suit son cours alors que des candidats ayant participé à ces élections ne connaissent même pas leur score.

La communauté internationale et les forces occupantes semblent bien acheter un bon nombre d'opportunistes, Ainsi, le directeur de programmes du Réseau national de défense des droits humains (RNDDH) Vilès Alizar, encourage le peuple à se rendre massivement aux urnes le 20 mars prochain en affirmant que les électeurs ne doivent pas se laisser intimider par les secteurs qui pensent que le choix des prochains dirigeants est déjà fait.

Le Conseil électoral est maintenant sous le contrôle unique des forces étrangères, Préval n'a plus d'influence sur eux. Cependant il reste certain que son parti l'Inite vise à remporter la majorité des postes législatives afin d'avoir le contrôle de la Primature, c'est dans cette optique que l'Inite a également convié le peuple à participer au second tour. Mais il existe une réalité, dont on entend aucun mot là-dessus: si les élections présidentielles ont été fraudées, comment se fait –il que rien n'ait été dit concernant les législatives ? Ont-elles été honnêtes et démocratiques ? Messieurs Dorsainvil et Mulet, vous avez la parole.

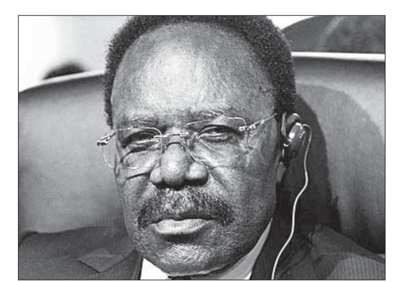
Le dos large des peuples

Par Fanfan La Tulipe

«Do m laj pase oun laye
Yon makout ki vle laye
Wa vin laye sou do m»
Manno Charlemagne

Partout à travers le monde on a vécu sur le petit écran la palpitante saga du peuple égyptien qui a défié pendant plus de deux semaines une dictature trentenaire, a acculé dans ses derniers retranchements un vieux dictateur tout décrépit et l'a obligé à fermer la baraque et à confier les clefs du pouvoir à ces militaires qui lui ont indiqué la porte de sortie. Ainsi est parti Moubarak couvert de honte, d'indignité et de déshonneur méditant sur la maxime *vanitas, vanitas vanitatum et omnia vanitas*. Hier un potentat, un despote, un satrape, un tyran, aujourd'hui un vieux macaque salé sans dents que les hommes en treillis ont confiné à la station balnéaire de Charm el-Cheikh, lieu de villégiature de l'ancien président de la République égyptienne. En voilà un qu'on n'a quand même pas pu expédier sur la Côte d'Azur.

Tout au cours de cette belle aventure populaire, tout au long de cette révolte soutenue du peuple égyptien, bien des hommes et des femmes politiques ont grimpé sur le dos de ce peuple pour faire leur petit laïus sur la démocratie, les droits de l'homme, les élections libres (z)et honnêtes et patati et patata, et patiti et patoto. C'est ainsi que M. Obama s'adressant le 28 janvier dernier à son protégé Moubarak lui disait : **«*Le peuple*** *égyptien a des droits qui sont universels. Cela inclut le droit de se réunir pacifiquement, le droit à la liberté d'expression et à la possibilité de choisir son propre destin, cela relève des droits de l'Homme*».


Omar Bongo


Gnassingbé Eyadéma

C'est le 13 octobre 1981 que Moubarak est élu raïs d'Egypte. Il se fait réélire le 5 octobre 1987, le 4 octobre 1993, le 26 septembre 1999, le 9 septembre 2005, toutes des élections truquées. Quatre présidents des Etats-Unis, de Reagan (1981-1989) à George Bush fils (2001-2009) ne se sont pas rendu compte que le peuple égyptien avait droit à *la possibilité de choisir son propre destin*. Il a fallu qu'à la faveur d'une «rébellion révolutionnaire» (dixit Fidel) le bel Obama, armé de ses longues-vues de commandant en chef, se hisse sur le dos large des Egyptiens, pour se rendre compte de la cécité (voulue) de ses prédécesseurs et se convaincre que ***le peuple*** *égyptien a des droits qui sont universels*. Chantons avec Manno : *Yon prezidan ki vle laye w a vin laye sou do pèp ejipsyen an.*

Le 30 janvier, la belle Hillary montait au créneau, pardon, montait sur le dos large des Egyptiens : «*Nous voulons assister à des élections libres et équitables, et il nous semble que ce sera l'un des aboutissements de ce qui se passe en ce moment en Egypte*.» Brrr! Un aveu que celles d'avant n'avaient pas été libres zé équitables. Pourquoi ne l'avoir pas dit, madame la ruseuse, *manzè rizèz* ? Avant Hillary, il y a bien eu : Alexander Haig (81-82), George Shultz (82-89), James Baker (89-92), Lawrence Eagleburger (92-93), Warren Christopher (97-97), Madeleine Albright (97-2001), Colin Powell (2001-2005), Condoleezza Rice (2005-2009). Pas un seul d'entre eux ne s'était intéressé aux élections en Egypte. Depuis que le peuple égyptien a eu à montrer son dos de révolte, *manmzèl* Hillary s'est empressée de monter dessus avec ses lunettes électorales pour prédire l'avenir. Et voici ce qu'a dit l'oracle de Delphes, enfin, de Washington : «*Nous comptons sur une transition ordonnée pour que personne ne vienne combler un vide, pour qu'il n'y ait pas de vide mais un plan bien élaboré pour l'avènement d'un gouvernement démocratique participatif*.» Pardon Madame, vous conviendrez que vous avez fait l'aveu d'absence de démocratie pendant les 29 ans, 3 mois et 27 jours du raïs au pouvoir. Vos prédécesseurs l'ont su, vous l'avez bien su depuis qu'à la suite d'un arrangement *gwòg magòg* avec votre président vous êtes devenue Secrétaire d'Etat, sécrétant coup d'Etat au Honduras, intervention magouillante de l'OEA dans les résultats électoraux d'Haïti, communiqué ambigu et alambiqué adressé *andaki* aux deux « gagnants » des élections ivoiriennes.

Madame, vos pairs, à force de commettre des impairs n'ont jamais voulu reconnaître que le peuple égyptien avait des aspirations légitimes. Il a fallu la révolte de janvier pour vous voir grimper en toute hâte sur le dos de ce peuple à l'existence millénaire pour lui adresser un message discrètement menaçant :« *Nous ne voulons pas non plus assister à une relève qui ne conduirait pas à la démocratie mais à l'oppression et à la fin des aspirations du* ***peuple*** *égyptien…Nous ne plaidons pas pour un dénouement précis. Nous plaidons pour que le gouvernement, les représentants de la société civile, l'opposition politique et des militants ouvrent un dialogue pour fixer un cap*». Quel cap ? Cap Israël ? Cap Jérusalem ? Et de quel droit voulez-vous plaider pour quel que cap que ce soit ? Mêlez-vous de vos oignons.


Blaise Compaoré


Le 30 janvier, la belle Hillary montait au créneau, pardon, montait sur le dos large des Egyptiens : «Nous voulons assister à des élections libres et équitables, et il nous semble que ce sera l'un des aboutissements de ce qui se passe en ce moment en Egypte.»

Le dos des peuples est vraiment large. Ecoutez encore Hillary dans ces hilarantes déclarations, le 1er décembre 2010 : «*Les États-Unis resteront fermement aux côtés du* ***peuple*** *de la Côte d'Ivoire et appuieront ses aspirations alors qu'il marchera de l'avant d'un commun élan. … Les élections en Côte d'Ivoire sont, pour cette nation, une occasion de sortir de longues années de crise, de réintégrer la communauté des démocraties et de bâtir un avenir brillant et prospère pour tous les Ivoiriens. Les Etats-Unis continueront à se tenir auprès du* ***peuple*** *de la Côte d'Ivoire et à soutenir ses aspirations*». *Pa betize* !

Dites, Madame, ne sont-ce pas les laboratoires de la CIA et des services secrets français (la DGSE et la DST), qui, à travers les réseaux mafieux de Jacques Foccart, de Charles Pasqua et consorts, ont justement fomenté ces *longues années de crise* ? Ces mêmes laboratoires qui ont cautionné et qui continuent de cautionner les élections bidon des Omar Bongo (Gabon), Gnassingbé Eyadéma (Togo), Paul Biya (Cameroun), Denis Sassou-Nguesso (Congo), Blaise Compaoré (Burkina Faso), ou Idriss Déby (Tchad). Qu'est-ce qui vous intéresse vraiment ? Un *gouvernement démocratique participatif* en Côte d'Ivoire ou bien autre chose ? Par exemple : bien asseoir l'hégémonie grandissante de la culture anglo-saxonne, encourager les manipulations fomentées par des personnes proches des milieux mafieux, faire main basse sur les minerais de fer, de manganèse, de diamant et un nombre important d'autres gisements minéraux, sans oublier l'or noir. Madame, vous avez la parole.

Madame et M. le président avaient déjà les mains pleines avec l'Egypte et le Yemen sans oublier Bahreïn et l'Algérie, voilà que le peuple libyen leur donne du fil à retordre. Manifestement, Washington ne s'y attendait pas. Hops, on saute sur le dos large du peuple. Après quarante ans de dictature kadhafiste, trois explosions d'avions suite à des actions terroristes qui n'ont jamais entraîné un réel embargo contre la Libye, Mme Clinton a fait savoir que le « Guide » Kadhafi a «*la responsabilité de respecter les droits universels du* ***peuple****, y compris le droit à la libre expression et de réunion*». A défaut de ne pouvoir envahir la Libye, Mme Clinton se contente d'assurer, machinalement, que «*nos pensées et nos prières vont à ceux dont les vies ont été perdues, et à leurs proches*».

Manifestement, l'Oncle Sam ne peut envoyer ses forces spéciales kidnapper Kadhafi, mais pourquoi ne pas dire au « Guide » qu'il est temps de plier bagages ? Pourquoi cette hypocrisie à parler de *droits universels du* ***peuple*** alors que les Etats-Unis font bon ménage avec des assassins de ces mêmes droits, des dictateurs féroces de la trempe du «narco-président» de la Guinée Equatoriale Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, démocratiquement accroché au pouvoir depuis 22 ans, lui et son épouse.

A bâbord et à tribord chacun veut prendre sa petite roue libre sur le dos large du peuple. C'est l'ambassadeur *meriken* en Haïti qui annonce fièrement que :«*les Etats-Unis souhaitent qu'un nouveau président et un parlement soient élus démocratiquement conformément à la volonté du* ***peuple*** *haïtien…*». Madame Mirlande Manigat qui ruseusement et malheureusement ne se demande aujourd'hui pourquoi l'OEA s'est intéressée seulement aux présidentielles implore la communauté internationale d'avoir un peu de respect «*pour le pays et pour* ***le peuple***». Jacques Edouard Alexis, le laissé-pour-compte d'INITE, donnait «*la garantie que le 7 février,* ***le peuple*** *installera un nouveau président*». *Ki kote* ? Au Pont-Morin ? Le candidat malheureux, Jean-Henri Céant, n'a vu que du bleu avec la version officielle OEAte du premier tour des élections du 28 novembre 2010, et rouge de colère il a affirmé que : «*ce n'est pas la commande du* ***peuple*** *haïtien*» (sic).

Même Jude Célestin, mauvais perdant n'a pas pu se priver de se percher sur le dos large du peuple. Il y est allé de sa pathétique allocution en disant s'être « *engagé dans la course présidentielle, en ce pays dévasté qui attend d'être reconstruit, au bénéfice de ce* ***peuple*** *qui se lamente… le vote d'un* ***peuple*** *ne s'exprime que dans l'urne… Au moment de fermer ce chapitre pathétique d'une vie commune alimentée à la flamme de nos convictions et de nos aspirations au mieux-être pour notre* ***peuple****…*». Méditant sur ses extravagances électorales et son piteux échec aux mains de l'OEA, Jude attend de bondir à nouveau car comme il l'a annoncé prophétiquement et poétiquement : **«***la nuit la plus noire annonce l'aurore radieuse*.»

Poukisa 4 militan Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo poko libere?

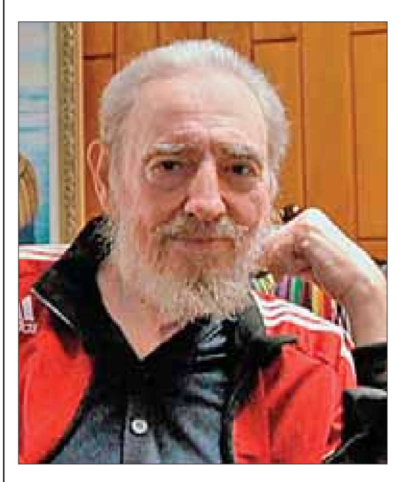
Lendi 21 fevriye 2011 lan fè 15 jou depi rejim defakto René Préval la arete ak gwo ponyèt epi fèmen nan Penitansye nasyonal 4 militan Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo, ki se: Fritz Gérald Charles, Oxygène David, Jude Jean Pierre ak Maréus Alex. Jijdepè, Komisè gouvènman ak jij denstriksyon deja tande yo, lajistis pa repwoche yo sou anyen. Se lapolis ki te lage yon vye akizasyon sou do yo, jan yo abitye fè l. Akizasyon sa a yo rele l ak vandalis, ki pa menm egziste nan okenn kòd lalwa nan peyi Dayiti. Se lapolis ki fabrike akizasyon sa a pou lage sou do prizonye politik yo, pou ka fè arestasyon gwo ponyèt sa yo, pou ka kraponnen, entimide lòt militan politik epi kraze mouvman pwotestasyon ak revandikasyon ki genyen nan peyi an.

Militan politik sa yo se manm Platfòm anplwaye viktim antrepriz piblik yo (PEVEP), ki regwoupe viktim politik neyoliberal la ak privatizasyon an, nan Teleko, ONA, APN, ak SMCRS, ki genyen 3 lane depi y ap revandike 36 mwa revokasyon ak kèk mezi akonpayman pou 10 mil manman ak papa pitit plan lanmò gwo peyi enperyalis yo lage nan chomaj ak manje mizè ak fanmi yo. Aprè 3 lane mobilizasyon yonn dèyè lòt, nan fen manda li a, René Préval ak konplisite komisè gouvènman, Harrycidas Auguste, minis lenjistis la, Paul Denis fèmen militan sa yo nan prizon depi 7 fevriye 2011 lan, pou konviksyon politik yo.

Vandredi 11 ak jedi 17 fevriye a, Tèt Kole Oganizasyon Popilè yo te makònen ak PEVEP, CEV-APN pou te òganize 2 mouvman pwotestasyon pou egzije liberasyon 4 prizonye politik René Préval yo. Premye jou a yon santèn militan ki toujou rete detèmine pou reklame liberasyon 4 kanmarad yo te pike pikèt yo devan ministè lenjistis, ki genyen nan tèt li Paul Denis. Nan dezyèm jou an, se yon manifestasyon, CEV-APN te lanse pou fòse lajistis libere militan yo. Manifestasyon sa a ki te rasanble plizyè santèn moun te derape devan lokal ONA, li te monte nan ri Saint-Cyr a pou l t al pase devan ministè lenjistis la, kote yo te voye yon mesaj klè bay Paul Denis, yo te vire desann devan palè nasyonal, pou yo t al pase devan APN lan, ki chita sou bisantnè a, pou yo t al fini devan lokal palè jistis, sou bisantnè a, kote jij denstriksyon, Bernard Saint-Vil t ap tande 4 prizonye politik yo. Sou tout pakou a, manifestan yo te avèk pankat nan men yo ki mande liberasyon 4 prizonye politik yo.

Lè manifestasyon an t ap pase sou bisantnè a, blòk anbasad Venezuela, an fas plas Nasyonzini an, Manifestan yo voye je gade yo wè yon baz sòlda fòs okipasyon Loni an, ki gen 3 drapo k ap flote nan lakou baz la, yon drapo Nasyonzini, yon drapo brezilyen ak yon drapo ayisyen ble e rouj ki monte tèt anba. Sa w tande a, manifestan yo te kanpe pou fòse okipan yo ranje drapo a anvan yo te deplase. Sa a se te yon prèv anplis ki montre okipan yo pa genyen okenn respè pou peyi a, pou pèp ayisyen an ak dirijan yo. Manifestan yo te pwofite okazyon sa a pou egzije depa fòs okipasyon Nasyonzini an prese prese. Pandan y ap touye mas pèp la ak Kolera, imilye dirijan yo, y ap pase drapo peyi a nan betiz. Donk pèp ayisyen an pap tolere bagay sa yo. Fòk sòlda Loni yo kite bout tè papa Dessalines nan.

Plan LOTAN, se pou okipe peyi Libi


Fidel Castro

Lidè Revolisyon Kiben an, Fidel Castro, te avèti sou danje ki genyen pou yo ta atake peyi Libi. Li ensiste tou sou richès peyi Nò Afrik yo. Enperyalis meriken pap pèdi tan pou bay òganizasyon Belisis la lòd pou atake peyi sa yo touswit.

Li klè gouvènman Etazini pa gen okenn preyokipasyon pou mete lapè nan Libi. Fidel Castro fè remake petwòl la tounen prensipal richès nan men gwo transnasyonal yanki yo, se enstriman sa ki ogmante pouvwa politik Etazini nan mond nan.

Fidel Castro souliyen tou gen moun ki ka dakò oubyen dezakò al lidè Mwamar El Kadafi. Li fè sonje medya yo ap blayi planèt la ak anpil nouvèl, fòk nou tann pou n konnen sa ki vre ak sa ki manti sou tout kalte aksyon k ap dewoule nan peyi Arab yo.

Fidel fè yon pase sou bon repons minis Afè Etranje Venezwela a, Nicolas Maduro, sou dènye dezenfòmasyon ki di Kadafi ta pral Venezwela. Li souliyen l ap "swete pèp libyen jwenn, nan egzèsis pou souverennte li, yon règleman pasifik nan pwoblèm li, yon fason pou pwoteje entegrite li ak nasyon an, san yo enjerans peyi enperyalis yo ..."

Carmen Maury

Administrasyon Preval la revoke direktè KONATEL la ak direktè AAN nan

Gouvènman Preval la mete atè Montaigne Marcelin ki te direktè Konsèy Nasyonal Teleko (KONATEL), se Jean Jonas Elysée li bay djòb la. Li mete tou Carl Ferayere nan plas Lionel Isaac ki te alatèt Otorite Ayewopòtyè Nasyonal.

Kanaval : OMS di fòk gen mezi ki pran


Fadella Chaib, pòt pawòl Oganizasyon Mondyal Lasante

Fadella Chaib, pòt pawòl Oganizasyon Mondyal Lasante nan Genèv, rekonèt gen gwo danje pou kantite moun ki gen kolera ogmante pandan sezon kanaval la si pa gen mezi ki pran. OMS fè konnen enstalasyon latrin epitou dlo potab, se 2 bagay esansyèl ki pou anpeche moun pran kolera, paske yon moun pa ka bay yon lòt moun kolera, se nan dlo ak nan kalte manje yon moun ka pran maladi a.

Dapre dènye bilan Ministè Sante Piblik ak Popilasyon nan dat 14 fevriye, gen 231,070 moun ki te kontamine ak kolera men ki rive geri, 4,533 lòt pèdi lavi yo.

Haiti et la Francophonie

Par Prophète G. Joseph

Pour ses 10% de francophiles, Haïti consacre annuellement plus de 2 milliard de $ US à l'école française. Alors que le budget total de l'Organisation internationale de la Francophonie, financé à 80% par la France, ne dépasse pas 89, 233 millions d'euros, soit 124 millions de $ US.

L'élément le plus important d'une nation est sa langue. Viennent ensuite son drapeau et son espace territorial. La langue haïtienne[1] est directement liée à la fondation et à l'existence d'Haïti comme nation indépendante, car elle est à l'origine de la Victoire de l'armée indigène qui a conduit à la création de la première République des Noirs le 1er janvier 1804, suite au Congrès du Bwa-Kayiman de 1791 qui a décidé pour la première fois l'utilisation commune de la langue haïtienne pour mener la guerre de libération de l'esclavage. En faisant du créole la langue officielle et en la reconnaissant comme langue de l'unité nationale dans la Constitution (art.5), l'État haïtien s'engage solennellement à l'utiliser prioritairement dans toutes ses activités et à créer un budget spécial pour assurer de façon permanente son développement, sa protection, sa promotion, son apprentissage par tous les citoyens du pays et son rayonnement au niveau national et international. L'haïtien est la langue maternelle de tous les habitants d'Haïti. C'est par cette langue que la République d'Haïti doit naturellement affirmer son identité nationale et protéger les droits fondamentaux de tous ses citoyens.

Il y a seulement 10% d'haïtianophones qui maîtrisent la langue française. 15% la comprennent, mais 85% de la population n'ont aucune connaissance du français. De plus, 98% des livres qui garnissent les bibliothèques scolaires et municipales d'Haïti viennent des pays francophones et n'ont pratiquement rien à avoir avec la réalité nationale. Les ordres d'enseignement primaire et secondaire, contrôlés à 90% par le secteur privé, sont financés entièrement par les parents avec l'argent venant en grande partie de la diaspora. Les taxes des Haïtiens financent 90% du budget de l'enseignement post-secondaire. Les parents se crèvent pour financer le système d'enseignement français dès le préscolaire jusqu'au 2e cycle universitaire. Cependant, on voit très peu de retombée de cet argent puisque, Haïti demeure le pays le plus pauvre des Amériques d'une part. Et d'autre part, parmi les jeunes qui terminent leurs études universitaires, seulement 2% choisissent de rester dans le pays. Parmi eux, il y en a qui deviennent surtout politiciens, fonctionnaires ou écrivains. Les 98% qui partent se retrouvent essentiellement en France, au Québec ou aux États-Unis. L'État haïtien consacre une bonne partie de son budget national au système d'enseignement français contre 0% à la promotion de la langue haïtienne, alors que l'analphabétisme touche 57% de la population, âgée de 17 à 55 ans. Le budget alloué au secrétariat à l'alphabétisation pour l'année 2006-2007, représente 0,09% du budget national. Pourtant, en Haïti, actuellement, il y a plus d'adultes à alphabétiser que d'enfants à scolariser. C'est le pays qui possède le plus haut taux d'analphabète dans les Amériques.

La grande difficulté du système d'enseignement actuel est son incapacité de répondre aux besoins de développement d'Haïti. Malheureusement, cela peut continuer encore deux siècles, puisque jusqu'à présent l'espace haïtien ne fait pas encore partie intégrante du contenu et d'objet d'apprentissage des élèves haïtiens.

La réforme de l'école fondamentale des années 1980 a permis d'introduire l'haïtien comme langue d'enseignement dans les écoles et améliorer l'apprentissage des enfants. Actuellement, Haïti compte plus de jeunes qui sont capables de lire et écrire l'haïtien que le français. Malheureusement, l'État haïtien offre très peu d'ouverture à ces jeunes citoyens pour mettre en pratique leur connaissance linguistique de leur langue haïtienne au profit du reste de la population.

On ne cherche pas à ignorer la présence du français comme 2e langue officielle à côté de la langue haïtienne sur le territoire d'Haïti. Parmi les États membres de l'Organisation internationale de la francophonie et par sa position géographique, Haïti est le pays, depuis sa création, qui a contribué le plus à l'essor de la langue française en Amérique au détriment de sa propre langue d'unité nationale. J'ai appris, dans le budget de 2006-2007, que la contribution d'Haïti à la francophonie se chiffre à 6 milliards 200 millions de gourdes, soit 155 millions $ US. Ce cadeau du gouvernement haïtien, consacré essentiellement à l'enseignement de la langue française en Haïti, représente seulement 10% des sommes allouées par Haïti à l'école française. Ironiquement, aucune somme d'argent n'a été votée dans le budget de 2006-2007 pour la langue haïtienne. Rappelons qu'il y a seulement 10% d'haïtianophones qui peuvent s'exprimer correctement en français. Si l'on ajoute à cette somme les 90% que les parents haïtiens déboursent au secteur privé de l'enseignement pour la scolarisation de leurs enfants, on peut affirmer qu'Haïti consacre annuellement 1 milliard 555 millions de $ US à l'école française. Alors que le budget total de l'Organisation internationale de la Francophonie, financé à 80% par la France, ne dépasse pas 124 millions de $ US. Lorsqu'on divise le budget de l'OIF par les 68 États membres, la part de ce montant que l'organisation consacre à la promotion de la langue française en Haïti et au fonctionnement de son ambassade dans ce pays se chiffre à moins de 3 millions de $ US. Ceci dit, la République d'Haïti constitue une vraie aubaine pour la francophonie, car, malgré sa grande pauvreté, elle dépense 1 milliard 555 millions de $ US pour ses 10% d'haïtianophones qui font l'usage de langue française sans rien réclamer comme compensation à la France et au Québec en particulier et à des individus qui bénéficient cette manne. Ce n'est que la pointe de l'iceberg, car le budget du Ministère de l'Éducation «Nationale» pour l'année scolaire 2009-2010 était de 10 milliards de gourdes, soit 250 millions de $US.

L'article 40 de la Constitution en vigueur exige la traduction ou la production directe en langue haïtienne de tous les documents officiels du gouvernement. Pour se conformer à cette exigence constitutionnelle, il coûtera à l'État une modique somme de 5 millions de dollars sur un budget national de plus de 2 milliards de dollars.

Dans quelle mesure l'adhésion d'Haïti à l'Organisation internationale de la Francophonie sert vraiment les intérêts économiques, culturels et linguistiques des Haïtiens? Depuis deux siècles, toutes les actions du gouvernement d'Haïti se font dans le but de renforcer la langue et la culture de la France au détriment de la langue et de la culture haïtiennes. Y a-t-il lieu de remettre en question la façon dont la langue française est entrée dans la constitution d'Haïti de 1918 comme langue officielle d'un État qui était sous occupation étrangère et qui ne se disposait à l'époque que de 4% de francophiles.

Est-ce que le principe de base en politiques d'aménagement linguistique voulant que la langue officielle du pays doive être uniquement celle du peuple fondateur de la nation n'a pas été violé? Car la Constitution d'une nation ne peut contenir que des droits fondamentaux des nationaux contrairement à l'article 5 de la Constitution de 1987 qui accorde un droit fondamental à tous les francophones du monde de vivre en français en Haïti par la reconnaissance officielle de cette langue coloniale et étrangère dans la Constitution nationale. C'est une erreur monumentale à corriger lors de la réforme constitutionnelle parce que cela met en péril la pérennité de l'unité nationale symbolisée par l'haïtien qui doit devenir la seule la

Suite à la page (14)

Haïti: le choléra n'accorde pas de trêve

Depuis son apparition, en octobre dernier, l'épidémie de choléra a tué plus de 4300 personnes en Haïti, un nombre qui s'accroît chaque jour, transformant en une triste réalité les pronostics les plus sombres sur le comportement de ce mal.

Appelée "la maladie de la pauvreté", le choléra a trouvé en territoire haïtien toutes les conditions pour sa propagation presque explosive du vibrion à tout le territoire, ainsi qu'aux fleuves, rivières et d'autres sources d'eau, que les gens sont obligés d'utiliser car ils n'ont pas d'autres moyens de se procurer ce liquide vital.

En novembre, l'Organisation Panaméricaine de la Santé avait estimé que compte tenu de la situation sanitaire de ce pays caribéen, des années s'écouleraient avant de pouvoir éradiquer complètement le choléra.

L'OPS a fait ses augures en prenant comme référence l'épidémie qui a affecté le Pérou en 1991 et qui s'est rapidement étendue à 16 pays du Continent.

Rien qu'au Pérou, un pays qui a un système de santé bien meilleur que celui d'Haïti, il a fallu 4 ans de travail ardu pour éliminer la maladie qui a fait 2 900 morts. 650 000 personnes ont été affectées.

Dans le pays caribéen, la situation était précaire pour affronter une telle épidémie avant le tremblement de terre du 12 janvier 2010, mais après le séisme elle s'est aggravée à cause des dommages subis par l'infrastructure hospitalière et les conditions d'entassement des plus d'un million de survivants dans des campements de tentes où il n'y a pas d'eau courante, de l'électricité, d'égouts et drainages et d'autres services indispensables.

Mais ce ne sont pas les réfugiés de Port au Prince, qui affrontent cette réalité dramatique. Dans les villages et communautés de l'intérieur du pays, le panorama est similaire à celui des campements et même pire, comme le confirment les brigades médicales qui vont dans ces endroits isolés, notamment des praticiens cubains et des jeunes médecins latino-américains qui ont fait leurs études dans la plus grande des Antilles.

La plupart des logements sont faits de matériaux peu résistants. Ils n'ont pas de planchers, les rues aussi sont en terre. Seuls quelques uns ont des murs en adobe rustique et une caractéristique commune à tous ces logements, est l'absence de water-closet.



Le choléra a trouvé en territoire haïtien toutes les conditions pour sa propagation

Le fait que la plupart des gens qui attrapent le choléra souffrent d'une malnutrition sévère, associée à des maladies comme les parasites ou la tuberculose, très fréquentes dans ces endroits rend sans doute plus difficile la tâche des praticiens de sauver des vies.

Il est vrai que le taux de mortalité de la maladie a diminué, grâce surtout au travail de dépistage qui est réalisé à l'intérieur du pays et qui permet de commencer le traitement dès les premiers symptômes de la maladie, mais les conditions restent propices pour que l'épidémie continue de se développer et de tuer plus de gens avant d'arriver à être contrôlée.

Entre temps, les entraves bureaucratiques ralentissent le déblocage de l'aide financière demandée pour la reconstruction d'Haïti et la lutte contre la maladie. Le fait que des puissances comme les États-Unis et la France, toutes les deux ayant une grande responsabilité dans la situation que traverse Haïti, soient plus préoccupées par l'éventuel retour de l'ex président Jean Bertrand Aristide, que pour le chiffre d'enfants qui meurent chaque jour à cause du choléra, attire l'attention.

La pauvreté alimente l'épidémie, c'est une réalité, mais les racines de la misère ne se trouvent pas dans le tremblement de terre ou les ouragans qui ont dévasté ce pays ces dernières années, mais dans les décennies, les siècles d'abandon, d'indifférence et l'exploitation féroce de tout ce qui y avait de valeur.

Solidarités 17 février 2011
CSL 17 février 2011

Haïti : Pourquoi vos dons n'ont pas fait la différence ?

Par Rachida Bouganzir

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 a provoqué la mort de 240.000 personnes et a laissé des millions de sans-abris en Haïti. Un an après, la reconstruction est loin d'être terminée et l'épidémie de choléra constitue un malheur supplémentaire. Pourquoi l'aide internationale ne porte-t-elle pas ses fruits ?



Jean Lavalasse, photographe et documentariste haïtien

L'année dernière, vous avez été nombreux à lire notre interview sur le rôle des ONG en Haïti. Nous sommes retournés voir Jean Lavalasse, photographe et documentariste haïtien. Il nous dresse un bilan décevant de l'aide internationale. Le pays est toujours sous les ruines un an après le séisme. L'épidémie de choléra continue à faire des ravages. Les récentes élections tombent à point pour certains…et le coup final : le retour malvenu au pays de Bébé Doc.

Rachida Bouganzir : Quelle est la situation un an après le séisme (12/01/2010) ?

Jean Lavalasse : On peut en fait dresser deux bilans : négatif et positif. Le premier bilan est extrêmement positif car il a permis à la population haïtienne et au monde entier de comprendre combien l'impérialisme est méchant. Les Haïtiens ont gagné en maturité politique et ont appris la nécessité de s'en sortir par eux-mêmes. Le deuxième bilan est tout à fait négatif : l'espoir suscité par l'aide et les dons est perdu.

R. B : L'aide internationale n'est pas arrivée ?

J. L : Les aides devaient soi-disant arriver en Haïti. Au moment où nous parlons, rien n'a été fait. Pourtant, en février 2010, soit un mois après le séisme, toutes les télévisions du monde avaient dressé une liste des besoins sur place. Cette aide devait secourir en priorité les personnes qui s'étaient retrouvées à la rue. Jusqu'à aujourd'hui, tous les déplacés sont encore là.

Le seul effort réellement consenti est l'annulation de la dette d'Haïti envers la France. Mais il ne faut pas oublier que la France a également une dette envers Haïti : la dette d'indépendance [1]. Il s'agit d'une compensation (l'équivalent de 17 milliards d'euros) qu'Haïti a dû verser à la France entre 1825 et 1954 pour la libération de ses esclaves !

En 2004, le président Jean-Bertrand Aristide a demandé à la France de reverser à Haïti le montant de cette dette odieuse. Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique De Villepin, a alors envoyé une mission dirigée par Régis Debray, connu pour son implication dans l'assassinat du Che. L'objectif de cette mission était de faire tomber Aristide.

R. B : Vous dites que l'aide internationale n'a pas pointé le bout de son nez mais de nombreux médecins cubains et vénézuéliens étaient présents…

J. L : Tout à fait, ils ont fait un travail remarquable. Beaucoup de médecins US amputaient des bras et des jambes. Ils sont responsables d'un nombre important d'handicapés. Par contre, les médecins cubains, vénézuéliens et chinois ont été très efficaces. Les médias occidentaux n'ont pas beaucoup relayé cette information mais le peuple haïtien en parle tous les jours ! L'action des médecins est très appréciée. Ils vivent dans la boue si nécessaire, travaillent en symbiose et avec les moyens du bord… Et malgré leur emploi du temps très chargé, Fidel Castro et Hugo Chavez commentent tous les mois l'évolution de la situation dans la région.

Un article est paru récemment sur le travail de Chavez sur l'île. Un journaliste local l'a titré : « Une Nouvelle Haïti est possible ! »[2]

R. B : De quelle manière les Cubains se discernent-ils des autres médecins internationaux ?

J. L : Les Cubains ne sont pas des étrangers. Ils sont là depuis longtemps. C'est Aristide qui a posé les jalons de ce partenariat. Les médecins et agronomes cubains travaillaient avec les paysans haïtiens bien avant le séisme. Les Cubains se sont toujours montrés pédagogues, à l'inverse des humanitaires occidentaux. Ils expliquent les choses aux Haïtiens en tant que partenaires et non pas de manière paternaliste.

R. B : Quelle est la situation des Haïtiens déplacés ?

J. L : La situation des déplacés est extrêmement compliquée. Certains ont volontairement rejoint leur famille à la campagne. D'autres ont été forcés par le gouvernement, sous prétexte qu'il voulait nettoyer les décombres. En réalité, les autorités en ont profité pour faire main basse sur des terrains de la capitale.

Ensuite, de nombreux Haïtiens sont revenus à Port-au-Prince croyant que la reconstruction avait bien avancé. Ce n'était en fait que des rumeurs propagées par le gouvernement lui-même. Tous ces déplacements ont fait gagner beaucoup d'argent aux ONG, dans la mesure où les aides ne transitent pas par le gouvernement. Sans compter que ces déplacements alimentent également la propagation du choléra !

R. B : Les médecins sont-ils parvenus à limiter l'épidémie qui s'est déclarée, suite au désastre du tremblement de terre?

J. L : Dans certains endroits, ils ont colmaté les brèches, dans d'autres, ils sont parvenus à stopper l'épidémie. Mais le choléra a atteint la région du Sud du pays, ce qui veut dire qu'il s'est propagé à 200 voir 300 km de Port-au-Prince.

R. B : Le rôle des ONG a été souvent remis en cause, entre autres, par Peter Hallward (auteur du livre : Damming the Flood : Haïti, Aristide, and the Politics of Containment) [3] qui les surnomme les OAG (organisations d'un autre gouvernement). Qu'en pensez-vous ?

J. L : (rires) Je suis d'accord et je vais même plus loin. George Soros, riche homme d'affaires britannique connu pour manipuler les ONG, avait mis la main sur Mme Pierre Louis (ministre sous le gouvernement de Préval). Mme Pierre Louis est responsable de la Fondation FOCAL (Fondation canadienne pour les Amériques) et c'est à travers FOCAL que les Américains, Canadiens et Français financent l'élite corrompue.

Les ONG se sont infiltrées dans tous les secteurs en Haïti et ce, depuis des années. Elles ont détruit la vivacité des Haïtiens et les ont poussés à la mendicité. En dessous du gouvernement central, c'est le gouvernement des ONG qui dirige.

Le problème clef, c'est que les ONG ont toujours voulu diriger Haïti et ce, par tous les moyens. Les ONG sont là pour inverser la vapeur dans n'importe quelle situation. Le pouvoir d'Aristide a basculé à cause, entre autres, des ONG. Elles sont devenues des moteurs de contre-révolution.

En effet, il y a aujourd'hui plus d'ONG présentes en Haïti qu'en Inde!

Encore plus grave, tous les dirigeants politiques haïtiens sont devenus des consultants d'ONG ! Dans un article, le journaliste haïtien Pipo Saint-Louis, écrit : « Les partis politiques mangent et boivent dans les mains des impérialistes par les ONG»[4].

C'est pourquoi les dirigeants politiques n'osent pas élever la voix contre ce qui se passe. Certains sont obligés de se plier car ils ne peuvent faire vivre leurs partis sans le financement des impérialistes à travers les ONG.

R. B : Les Etats-Unis avaient soutenu un projet de reconstruction. Quel en est le résultat aujourd'hui ?

J. L : En mars 2010, les Etats-Unis et la grande bourgeoise haïtienne se sont réunis pour discuter de la reconstruction d'Haïti. Cette réunion était présidée par Bush sr et Bill Clinton. On y a mis sur pied la CIRH (Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haïti) [5] et décidé que des élections devaient être organisées rapidement et par tous les moyens. Les élections étaient le but final pour que « le blanc » soit sur place pour maintenir une continuité, avec ou sans Préval.



Les deux candidats Manigat et Martelly sont donc des pantins de l'impérialisme. Les Haïtiens n'attendent rien de ce scrutin.

Aucune reconstruction n'a dès lors été réellement envisagée avant la mise en place « d'une démocratie » en Haïti. Le plan existe mais rien n'a été reconstruit ! Cependant, les firmes françaises, américaines et canadiennes ont déjà conclu des contrats avec des firmes de la bourgeoisie haïtienne.

En fait, le gouvernement de René Préval a arrêté d'exister à partir du 12 janvier 2010. C'est la communauté internationale qui décide depuis. D'ailleurs, Préval a remis les clefs de l'aéroport international aux Etatsuniens juste après le séisme !

Le gouvernement en place va mettre en œuvre les diktats de l'IFAC [6] : les Impérialismes Français, Américains et Canadiens.

A l'arrivée de Bill Clinton en Haïti (dans le cadre de la CIRH), les Haïtiens ont compris que les impérialistes menaient la danse. Lorsque Clinton s'est joint à Bush sr, les Haïtiens ont bien vu que les démocrates comme les conservateurs défendaient toujours leurs intérêts avant tout. Démocrates, conservateurs : c'est du pareil au même !

Tout est donc en place, non pas pour la reconstruction d'Haïti, mais pour la reconstruction des impérialistes en accord avec la bourgeoisie haïtienne !

R. B : Des élections ont eu lieu le 28 novembre dernier. Etait-il opportun d'organiser un scrutin dans le chaos de la reconstruction ? La participation a en effet été très faible, et les fraudes très importantes…

J. L : Xavier Lambrechts, journaliste de TV5, a posé la question suivante à Préval : « Pensez-vous que les élections auront lieu malgré les situations de choléra et de gens déplacés ? » Il a répondu : « Moi je ne sais rien. Je ne suis pas un spécialiste des élections. C'est Ban Ki-moon (Secrétaire général des Nations-Unies) qui a dit qu'elles auront lieu donc je mettrai tout en œuvre pour ces élections ».Une fois de plus, Préval remettait le sort des Haïtiens entre les mains des occupants.

Il faut savoir que les élections ont été monnayées, arrangées et dictées par les impérialistes. Tous les partis politiques participants ont reçu de l'argent des occupants. Dans leur programme, la question de la MINUSTAH apparaît au point 3 alors que le peuple haïtien réclame le départ de la MINUSTAH et de Préval avant tout.

R. B : Peut-on réellement attendre de ce scrutin une amélioration de la situation de ce pays et un renforcement du pouvoir politique ?

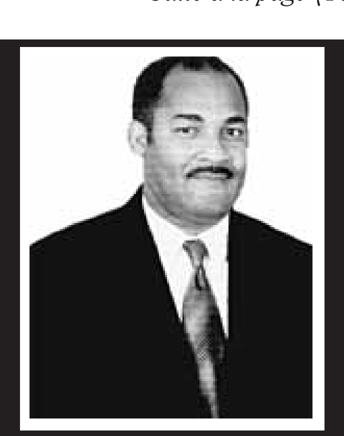
J. L : L'OEA (l'Organisation des Etats Américains) va bientôt donner les résultats des élections du 28 novembre 2010.

Préval a été poussé à annoncer l'identité de son dauphin. Il s'agit de Jude Célestin. Selon les puissances étrangères présentes, il suffisait que Jude Célestin soit élu pour que soit mise en place la reconstruction d'Haïti. Jude Célestin était l'homme providentiel de l'impérialisme US. Il semblait au départ que Célestin était en course avec le chanteur populaire, Michel Martelly. Mais Célestin a été récemment écarté. Certains affirment qu'il a été désapprouvé par le peuple. Mais en réalité, c'est tout le processus électoral qui a été rejeté par les Haïtiens !

Michel Martelly, n'ayant pas posé de programme, est difficilement envisageable comme président de la République. Il espère gagner son électorat en mettant en avant son milieu d'origine modeste.

Mirlande Manigat (du parti libéral) est prête à prendre la relève au cas où Jude Célestin échoue. Derrière elle, il y a l'élite intellectuelle, financée par la France. Pour la petite anecdote : récemment, Frédéric Mitterrand est allé à Haïti pour décorer un de ces intellectuels, Lyonel Trouillot. Ce dernier a travaillé aux côtés de Régis Debray pour destituer Aristide…

Suite à la page (16)



Haitians Mobilize for Aristide's Return



Demonstrators marched through Port-au-Prince on Feb. 18 to demand Aristide's return

By Yves Pierre-Louis

Seven years after he was kidnapped and exiled to Africa after the Feb. 29, 2004

coup dœétat, former president Jean Bertrand Aristide finally has a passport that will allow him to return to his country from South Africa.

So where are we now?

On Thursday, Feb. 17, 2011, the South African Foreign Minister, Maite Nkoana-Mashabane confirmed that Aristide has requested to leave South Africa. "*We are consulting with all interested parties to facilitate his return back home at the appropriate time,*" she said.

The U.S. government, however, has made clear its opposition to Aristide's return before March 20, when two neo-Duvalierist presidential candidates illegally "*selected*" by Washington via the Organization of American States (OAS) are scheduled to go to a second round. If Aristide returns before then, "*it would prove to be an unfortunate distraction,*" said State Department spokesman Philip Crowley. "*The people of Haiti should be evaluating the two candidates that will participate in the runoff, and I think that should be their focus... If he [Aristide] returns sooner, it might disturb... the calm that is needed for an effective election process to conclude.*"

Meanwhile, Haiti's Prime Minister, Jean Max Bellerive, says that his government has done its part for Aristide to return. "*President Aristide is currently in possession of his diplomatic passport, he can go home whenever he wants*," Bellerive said at a meeting of the Interim Haiti Recovery Commission (IHRC) at the Hotel Karibe Convention Center on Feb. 15.

On Friday, Feb. 18, Haiti's Foreign Minister, Marie Michelle Rey said that she has had "*no contact*" with her South African counterpart regarding Aristide's return.

In response, on Saturday, Feb. 19, Aristide's lawyer, Ira Kurzban wrote Rey asking her to "*initiate the appropriate dialogue with the government of the Republic of South Africa to insure President Aristide's immediate return to Haiti.*"

"*I am inquiring as to what steps you have taken with your counterparts in South Africa to resolve President Aristide's return to Haiti,*" Kurzban wrote in his letter. "*As you are well aware, President Aristide is not simply another citizen returning to his country. You are well aware of the circumstances in which he was forced to leave Haiti notwithstanding his position as the democratically elected President at the time. His forced trip to the Central African Republic and his current stay in South Africa are well documented.*"

Kurzban added: "*I know that certain countries have voiced concern about the President's immediate return,*" referring diplomatically to the U.S. "*We know, however, those concerns are without foundation and that the President's return would be a joyous occasion for the vast majority of Haitians,*" he concluded. "*Many Haitian citizens have already gone to the airport in anticipation of his return.*"

In the meantime, all sorts of rumors are circulating in Haiti and its diaspora. Some say they expect Aristide's return before Mar. 20. Others say the US wants Aristide back to settle a score with him. To date, the U.S. Ambassador to Haiti, Kenneth Merten, has made no statement. Likewise, former U.S. president Bill Clinton would not comment on Aristide's return, saying simply: "*These are issues whose solutions must come from the Haitian government and it is for the political parties to give their impressions.*"

Another rumor says that Aristide would be indicted by the U.S. Justice Department for corruption involving a Haitian telephone company and that Jean René Duperval, a former Teleco executive, is ready to testify against Aristide to save his own skin.

But in a Feb. 19 letter, Duperval denied this rumor. "*On Tuesday, Feb. 8, 2011, in an outrageous statement broadcast on Radio Métropole, and then picked up and commented on by other media, Ms. Lucy Komisar, an investigative journalist, falsely claimed that I was cooperating with the government of the United States against the former president Jean Bertrand Aristide,*" he wrote. "*I formally deny these accusations as false and say to the Haitian nation that I am not cooperating and did not make any deal with anyone. I take this opportunity to reiterate my firm determination to defend myself against the charges brought against me.*"

Lucy Komisar has been an employee of the Boulos family-supported Washington-based Haiti Democracy Project (HDP), a right-wing pro-coup political action committee. She has been caught fabricating stories about Aristide before (see *Haïti Liberté*, "*IDT, Aristide, and the Haiti Democracy Project*" by Kim Ives, Vol. 2, No. 1, 07/23/2008).

On Friday, Feb. 18, the Lavalas Family's Permanent Mobilization Commission called for a demonstration in Port-au-Prince. Thousands of people massed in front of the ruins of the St. Jean Bosco church, where Father Jean Bertrand Aristide used to preach the theology of liberation. Demonstrators, accompanied by several street bands, carried placards, banners, and pictures of Aristide as they marched several blocks to rally on the Champ de Mars, in front of the ruins of the National Palace. Along the route, they called for Aristide's return with slogans like "*Titid, we're waiting for you*" or "*Titid = peace*" or "*Titid = life.*"

Demonstrators also denounced the discredited elections from which the Lavalas Family (FL) was excluded, saying "*there was no first round, so there can be no second round.*"

At the end of the demonstration, the coordinator of the FL's executive committee, Dr. Maryse Narcisse, called for the annulment of the "*mascarade*" and flawed Nov. 28, 2010 elections and the FL's inclusion in the electoral process. Narcisse also denounced the arrogance and interference of the U.S. and OAS in the internal political affairs of Haiti, especially in the electoral process.

Clearly, the mobilization will continue until Aristide's return and the annulment of the mascarade Nov. 28 elections. The demonstration ended without incident, despite the limited presence of the Haitian National Police.

World Festival Youth Call for UN Withdrawal from Haiti and Aristide's Return

By Kim Ives

On Feb. 4, a delegate from the 17th World Festival of Youth and Students hand-delivered to the United Nations general headquarters in New York a petition signed by 825 young people from around the world calling for the UN to withdraw its 13,000 occupation troops – called the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) – from the country and pay "*reparations*" for "*introducing cholera into Haiti.*" The petition also called on the UN to "*respect the right of Jean-Bertrand Aristide and other political leaders to return to Haiti.*" Until now, UN officials have echoed Washington's opposition to Aristide's return.

Since 1947, the anti-imperialist World Federation of Democratic Youth (WFDY) has organized the World Festival of Youth and Students (WFYS) about every four years in one of its 153 member countries. The 17th Festival involved over 15,000 youths from 126 countries and was held in Pretoria, South Africa from Dec. 13 - 21, 2010.

Prior to the petition's delivery to UN Secretary General Ban Ki-moon's representatives, WFYS delegate Becca Polk held a press conference across 1st Avenue at the UN Church Center.

A group of youths from Haiti, Ecuador, Mali, Cuba, and the United States got together "*to discuss their concerns about the brutality and lack of respect for the Haitian people exhibited by the international community, particularly the United Nations, the US government and military apparatus, and the transnational and multinational corporations,*" Polk explained. "*From these political discussions arose a letter to the Secretary General of the United Nations Ban Ki-moon, concerning the self-determination and survival of the Haitian people.*"

Polk explained that the petition's signers were "*against the occupation by these same imperialist powers under any name of aid, development or assistance.*" She also expressed "*our deep anger and sadness*" that the US government seeks "*to hide its occupation of Haiti under the disguise of a UN peacekeeping mission and humanitarian reconstruction.*"

Also speaking at the press conference was Ray Laforest from the International Support Haiti Network (ISHN). "*Haitians have a proverb,*" he said. "*Bay kou bliye, pote mak sonje. It means those that give the blows forget, those that bear the scars remember. And we want to remember. The Haitian oligarchy and multinational, primarily US, interests, do not want the type of change that will benefit the majority of Haitians. They are attempting today through the presence of Jean-Claude 'Baby Doc' Duvalier to rewrite history. They want to pretend that the neo-fascist system that is responsible for tens of thousands of deaths and the incredible psychological scar left on Haitians, just never happened.*"

Laforest also said that "*elections under a military occupation cannot be elections for the needs and in the interests of the Haitian people. The so-called leading candidates are only the extension of the repressive system that exists in Haiti.*"

Haitian community activist Frantz Jerome also spoke, saying "*we are very happy to stand in solidarity with the young people from around the world who want to stand with Haitians.*" He denounced the "*the spectacle of elections organized by the US, OAS and Caricom,*" saying "*the world has witnessed the massive fraud that took place.*" But, "*they added insult to injury by sending a mission of so-called experts who decided that they were going to extrapolate the will of the Haitian people through some statistical formula,*" Jerome said. "*We say that it's a sham.*"

He concluded by offering "*thanks to these young people who lead by reminding us of simple ideals like freedom, sovereignty and fairness.*"

Following the press conference, a delegation of New York Haitian activists accompanied Polk across the street where she delivered the hand-signed petition to security personnel with liaison to Ban Ki-moon.

Below is the complete text of the petition. It has been translated and distributed in Spanish, Arabic and French.



Participants at the press conference to announce the WFYS petition to Ban Ki-moon. From left to right: Ray Laforest of the International Support Haiti Network (ISHN), Becca Polk, a WFYS delegate, Frantz Jerome, a New York Haitian community activist, and Kim Ives of Haïti Liberté

Pretoria, December 21 2010

His Excellency Ban Ki-moon, Secretary General of the United Nations,

Two centuries ago, the Haitian people began fighting for their freedom from France. But France would not recognize their independence without Haiti paying reparations for its liberty over the next 100 years. Then, when a Haitian president for the first time called for restitution of the Haitian debt unjustly imposed by the French government, he was scandalously overthrown by North American and French troops.

After this coup d'état, Haiti was invaded by UN military troops, led by the United States. Since then, fratricide has started. We consider this fratricide because former Haitian soldiers are now fighting against their own people.

Moreover, MINUSTAH's military troops do not want to recognize that the cholera epidemic that currently affects Haiti was imported by them. This fact was proven by the French epidemiologist Renaud Piarroux. Cholera killed more than 2,000 people in less than two months and has infected a total of more than 75,000 people.

Due to the crises we are living in, we demand the following:

- Haiti needs "armies of doctors", who along with engineers and technical expertise could help in the reconstruction process, without acting out of any personal interest.
- We don´t need military troops who only shoot people protesting for their rights and who rape our women, along with many other abuses.

We demand reparations for the damage MINUSTAH has caused by introducing cholera into Haiti.

- The structure of aid must change because the large number of NGOs in the country are not helping to solve problems in Haiti. People are tired of seeing NGO employees driving fancy cars while people are living in inhuman conditions.
- All money that the international community is sending for reconstruction after the earthquake must be put into one bank account that is owned by the people of Haiti. Our people must participate in the reconstruction and must know all the projects.
- We demand an end to transnational and multinational corporations leading the reconstruction process in our country (for example, the "Haiti Hope Project" with the Coca-Cola company working in reconstruction projects), since this not only contributes to decreasing our quality of life but, more specifically, enriches only a few, as it was in colonial times.
- We demand that the United Nations respect the right of Jean-Bertrand Aristide and other political leaders to return to Haiti in order to continue with Haiti's democratic process.

Finally, we want to say that the Haitian people will accept international solidarity only if it is not militarized and only if it is in the interests of really helping.

Sincerely,

Young Haitians with the support of the international community.

(Signed by 825 students from countries as diverse as Bangladesh, Bolivia, Brazil,

Canada, Chile, Colombia, Cuba, Palestine, India, Libya, Morocco, Finland, Norway, Democratic Republic of Congo, France, England, Mozambique, Sudan, South Africa, Syria, Sri Lanka, Tanzania, Turkey, Zambia, Iraq, Egypt, Ukraine, Venezuela, Vietnam, and Western Sahara.)

Par Michel Collon

LE MONDE CHANG
UN GRAN

Après les Latinos, les Arabes. Et demain, les Africains ? Pourquoi Washington et Paris ont dû reculer en Tunisie et Egypte ? Comment ils vont essayer de sauver l'essentiel du système néocolonial. Et quel est notre rôle à tous pour que le monde se transforme vraiment ?

Longtemps, l'Empire a paru invincible. Les Etats-Unis pouvaient à leur guise et sous les prétextes les plus absurdes, violer la Charte de l'ONU, appliquer de cruels embargos, bombarder ou occuper des pays, assassiner des chefs d'Etat, provoquer des guerres civiles, financer des terroristes, organiser des coups d'Etat, armer Israël pour ses agressions

Ils semblaient pouvoir tout se permettre, et le pessimisme dominait. Combien de fois ai-je entendu : *« Ils sont trop forts, comment pourrions-nous mettre fin à ces régimes arabes corrompus et complices d'Israël ! »* La réponse est venue d'en bas : les peuples sont plus forts que les tyrans.

Mais chacun sent que le combat ne s'est pas terminé en éliminant juste Ben Ali et Moubarak, il ne fait que commencer. Pour arracher de véritables changements, il faudra neutraliser ceux qui tiraient les ficelles en coulisses. D'où l'importance décisive de bien cerner les mécanismes de ce système qui produit les tyrans, les protège et au besoin les remplace. Pourquoi cet Empire s'affaiblit, et comment il va essayer de se maintenir à tout prix.

Aucun Empire n'est éternel !

Aucun Empire n'est éternel. Tôt ou tard, l'arrogance des crimes provoque une résistance générale. Tôt ou tard, le coût du « maintien de l'ordre » dépasse les profits que ces guerres apportent aux multinationales. Tôt ou tard, les investissements dans le militaire font défaut aux autres secteurs qui perdent la compétition internationale.

Et les Etats-Unis n'échappent pas à la règle. Le taux de profit de leurs multinationales décroît depuis 1965, et les bulles d'endettement et de spéculation n'ont fait que reporter et aggraver le problème. Leur part dans l'économie mondiale est passée de 50% en 1945 à 30% dans les années 60, autour de 20% aujourd'hui et 10% environ dans vingt ans. Or, aucune armée ne peut être plus forte que son économie, et les USA sont donc de moins en moins en état d'être le gendarme du monde. Aujourd'hui, la planète devient « multipolaire » : un autre équilibre s'installe entre USA, Europe et Russie et surtout avec les grands pays du Sud. Particulièrement, la Chine qui a prouvé qu'être indépendant était la meilleure façon de progresser. USA et Europe ne peuvent plus imposer leurs volontés comme avant. Leur néocolonialisme pourrait mourir bientôt.

En fait, ce déclin US est de plus en plus visible depuis dix ans En 2000, la bulle Internet explose. En 2002, le peuple vénézuélien fait échouer le coup d'Etat made in USA et Hugo Chavez entame ses grandes réformes sociales qui entraîneront toute l'Amérique latine dans la résistance. En 2003, la machine de guerre de Bush s'enlise en Irak, comme en Afghanistan. En 2006, Israël échoue au Liban et en 2009 à Gaza. Les défaites s'accumulent.

Après les Latinos, les Arabes. Et demain, les Africains ?

La merveilleuse révolte des Tunisiens et des Egyptiens a fait des miracles : on entend à présent les Etats-Unis vanter la « transition démocratique » alors que pendant des décennies, ils ont fourni aux tyrans chars, fusils-mitrailleurs et séminaires de formation à la torture ! La France pareil. Et cette révolte plonge dans l'angoisse les stratèges du Grand Empire US, du Petit Empire français et leurs protégés israéliens. Merci, les Arabes ! Objet de cette angoisse : comment changer un peu pour ne rien changer à l'essentiel ? Comment maintenir leur domination sur le pétrole du Moyen-Orient, sur les matières premières et sur les économies en général ? Comment empêcher que l'Afrique aussi se libère ?

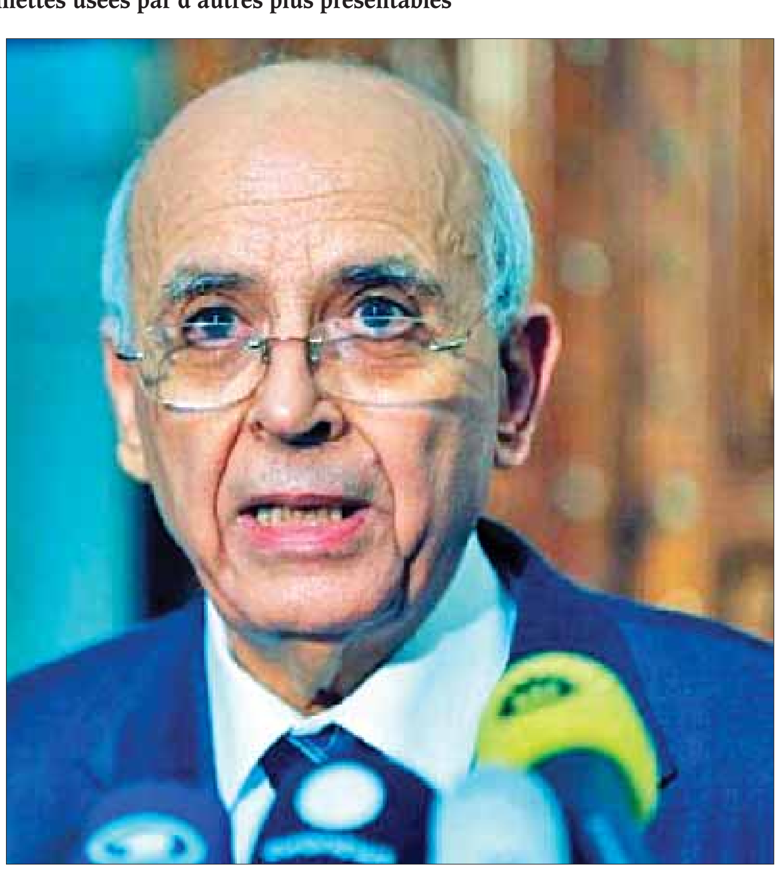
Mais il faut aller au fond des choses. Se réjouir des premiers pas ne peut cacher le chemin qui reste à parcourir. Ce n'est pas le seul Ben Ali qui a pillé la Tunisie, c'est toute une classe de profiteurs, tunisiens, mais surtout étrangers. Ce n'est pas le seul Moubarak qui a opprimé les Egyptiens, c'est tout un régime autour de lui. Et derrière ce régime, les Etats-Unis. L'important, ce n'est pas la marionnette, mais celui qui en tire les fils. Washington, comme Paris, cherchent seulement à remplacer les marionnettes usées par d'autres plus présentables.



Un autre monde est possible ! Un autre monde est à venir! Un autre monde est une réalité !



Obama et Sarkozy en d'autres termes Washington, comme Paris, cherchent seulement à remplacer les marionnettes usées par d'autres plus présentables



Face à la colère des Tunisiens, quel « homme nouveau » a proposé Washington ? Mohammad Ghannouchi le premier ministre de l'ancien dictateur !



La réponse est venue d'en bas, les pe



En 2002, le peuple vénézuélien fait échouer
entame ses grandes réformes sociales q
dans la r



Le courage de ces masses en révolte mérite
décidés à aller

Pas de véritable démocratie sans justice sociale !

La question que les Tunisiens, les Egyptiens et les autres souhaitent résoudre n'est pas : « Quel œnouveau' dirigeant nous fera de nouvelles promesses qu'il ne tiendra pas, avant de nous taper dessus comme avant ? » Leur question est plutôt : « Aurai-je un vrai travail avec un vrai salaire et une vie digne pour ma famille ? Ou bien aurai-je pour seule issue une barque qui ira s'échouer en Méditerranée ou dans une prison européenne pour sans-papiers ? »

E, ET NOUS AVONS D RÔLE !



euples sont plus forts que les tyrans !



Aucune armée ne peut être plus forte que son économie, et les USA sont donc de moins en moins en état d'être le gendarme du monde



le coup d'Etat made in USA et Hugo Chavez qui entraîneront toute l'Amérique latine ésistance



Le combat ne s'est pas terminé en éliminant juste Moubarak (à gauche) et Ben Ali, il ne fait que commencer



une organisation et un leader, honnêtes et jusqu'au bout

L'Amérique latine vivait tout récemment encore la même pauvreté et le même désespoir. Les énormes profits du pétrole, du gaz et des autres matières premières partaient gonfler les coffres-forts d'Exxon et de Shell, pendant qu'un Latino sur deux vivait sous le seuil de pauvreté, sans pouvoir payer le médecin ou une bonne école à ses enfants. Tout a commencé à changer en 2002 quand Hugo Chavez a nationalisé le pétrole, modifié tous les contrats avec les multinationales, exigé qu'elles paient des taxes et que les profits soient partagés. L'année suivante, 11,4 milliards arrivaient dans les caisses de l'Etat (pendant vingt ans, c'était zéro !), et celui-ci mettait en route des programmes sociaux ; soins de santé et enseignement pour tous, doublement du salaire minimum, aide aux coopératives et aux petites entreprises créatrices d'emplois. En Bolivie, Evo a fait de même. Et l'exemple se répand. Atteindra-t-il la Méditerranée et le Moyen-Orient ? A quand un Chavez ou un Evo arabe ? Le courage de ces masses en révolte mérite une organisation et un leader, honnêtes et décidés à aller jusqu'au bout.



Face au désir de changement des Egyptiens, qui ont-ils tenté de mettre au poste ? L'ancien chef de l'armée, créature de la CIA !

Une véritable démocratie politique est impossible sans la justice sociale. En fait, les deux problèmes sont étroitement liés. Car personne n'installe une dictature pour le plaisir ou par simple perversion. C'est toujours pour maintenir les privilèges d'une petite couche qui accapare les richesses. Les dictateurs sont les employés des multinationales.

Qui ne veut absolument pas de la démocratie ?

Face à la colère des Tunisiens, quel « homme nouveau » a proposé Washington ? Le premier ministre de l'ancien dictateur ! Face au désir de changement des Egyptiens, qui ont-ils tenté de mettre au poste ? L'ancien chef de l'armée, créature de la CIA ! On se moque des gens.

Il y a cinq ans, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Védrine, osait déclarer que les peuples arabes n'étaient pas mûrs pour la démocratie. Cette théorie reste dominante dans une élite française qui pratique plus ou moins ouvertement le racisme anti-arabe et l'islamophobie.

En réalité, c'est la France qui n'est pas mûre pour la démocratie. C'est la France qui a massacré les Tunisiens en 1937 et 1952 et les Marocains en 1945. C'est la France qui a mené une guerre longue et sanglante pour empêcher les Algériens d'exercer leur droit légitime à la souveraineté. C'est la France qui, par la bouche d'un président négationniste, refuse de reconnaître ses crimes et de payer ses dettes aux Arabes et aux Africains. C'est la France qui a protégé Ben Ali jusqu'au pied de l'avion qui l'emportait. C'est la France qui a imposé et maintient les pires tyrans dans toute l'Afrique.

L'actuel racisme antimusulman permet de faire d'une pierre deux coups. Premier coup : en Europe, on divise les travailleurs selon leur origine (un tiers des ouvriers français ou belges est d'origine immigrée récente) et pendant qu'on fantasme sur la burqa, les patrons attaquent allègrement les salaires, les conditions de travail et les retraites de tous les travailleurs, voilés ou pas. Deuxième coup : par rapport aux pays arabes, l'islamophobie permet d'éviter les questions gênantes. Au lieu de se demander « Mais qui leur a imposé ces dictateurs ? » et de répondre : l'Europe, l'Europe d'en haut, l'Europe des multinationales, on présente les Arabes comme « pas mûrs pour la démocratie » et donc dangereux. On diabolise en inversant la victime et le coupable.

Or, voici le débat fondamental, et il dépend de nous tous qu'il soit mené ou occulté : pourquoi les Etats-Unis, la France et compagnie - qui n'ont que le mot « démocratie » à la bouche - ne veulent en réalité absolument pas d'une véritable démocratie ? Parce que si les peuples peuvent décider eux-mêmes comment utiliser leurs richesses et leur travail, alors les privilèges des corrompus et des profiteurs seront en grand danger !

Pour cacher leur refus de démocratie, les Etats-Unis et leurs alliés agitent dans les médias le « péril islamiste ». Quelle hypocrisie ! Les voit-on nous alerter et mener de grandes campagnes médiatiques sur les islamistes qui leur sont dociles comme le régime odieux d'Arabie Saoudite ? Les entend-on s'excuser d'avoir financé les islamistes de Ben Laden pour renverser un gouvernement afghan de gauche qui avait émancipé les femmes ?

Notre rôle est important !

Le monde change à toute allure. Le déclin des USA ouvre de nouvelles perspectives pour la libération des peuples. De grands bouleversements s'annoncent

Mais dans quel sens iront-ils ? Pour qu'ils soient positifs, il dépend de chacun de nous qu'une véritable information circule, que les dossiers honteux soient largement connus, que les stratégies secrètes soient démasquées. Tout ceci permettra d'instaurer un grand débat, populaire et international : de quelle économie, de quelle justice sociale les peuples ont-ils besoin ?

Or, l'information officielle sur tout ceci est une catastrophe, et ce n'est pas par hasard. Dès lors, pour que ce débat se mène dès maintenant et partout, chacun de nous a un grand rôle à jouer. Informer est la clé. Comment ? Nous y reviendrons dans un prochain texte, d'ici quelques jours

Investig'Action 21 février 2011

Michel Martelly ou les doutes d'une candidature légitime

Par Jacques NESI

En novembre dernier, nous avons promis aux lecteurs de HAITI LIBERTE une série d'analyses prospectives portant sur les élections présidentielles de Novembre 2010..A l'interrogation qui sera le nouveau président d'Haïti, ou qui sera la nouvelle présidente en Haïti, nous avons fait le choix de quatre candidats. Notre sélection était arbitraire mais assumée. Il s'agissait de: Jacques Edouard Alexis, Henri Céans, Myrlande Manigat, Charles Henri Baker. Nous n'avions pas ainsi intégré Michel Martelly dans notre cadre, étant considéré comme marginal par son statut de néophyte en politique et marginalisé par les représentations de la contre-société qu'il véhicule. Ce texte a pour but de comprendre cette candidature et les dangers qu'elle représente pour l'ordre social.

Le discours de Michel Martelly - c'est bien un grand mot – s'articule autour de la dénonciation de la professionnalisation de la politique accompagnée de la dénonciation de l'élitisme. Aux termes de vingt années de péripéties insurmontables, la vie partisane commence à peine à se structurer à la faveur de certaines figures, issues de l'élite .Elle s'implique à toutes les étapes de la démocratisation en Haïti. Présenter les « professionnels » de la politique et l'engagement militant qui les caractérise comme les vrais responsables des malheurs actuels, ce serait adopter une lecture simpliste par conséquent discutable. L'appropriation du registre contestataire n'est pas nouveau, il y a de cela vingt ans, elle a été au cœur de la trajectoire politique de Jean Bertrand Aristide, mais avec quelques différences notables. Au delà de l'époque, il nous semble intéressant de comparer la production du discours contestataire qui a concouru à la victoire électorale de l'un et à la présence au second tour du chanteur aux accents grossiers et poissards.

Cette comparaison comporte des limites : la première, le discours du changement politique véhiculé par Jean Bertrand Aristide s'identifiait aux valeurs, aux convictions de plusieurs groupes mobilisés dans la société haïtienne, il cristallisait une conscience de renversement d'un ordre politique autoritaire incarné par les militaires, soutenu par la diplomatie des Etats-Unis d'Amérique et de l'Europe. Les groupes étaient aussi divers qu'efficaces : syndicats, agents mobilisateurs de l'Eglise catholique, agitateurs dans l'ombre et organisateurs de la contestation étudiante. Plus que le résultat d'un homme enfermé dans son cabinet, plus que le résultat d'un leader autoproclamé , la percée de Jean Bertrand Aristide s'expliquait certes par son équation personnelle mais aussi et surtout par l'investissement des intellectuels, des entrepreneurs de la gauche qui ont connu l'exil, la prison, qui sont restés en Haïti, par refus de la fuite, conscients du rôle qu'ils étaient capables de jouer, apportèrent idées, plans, stratégies, combats, au nom de la finalité recherchée d'un projet commun. Ils portaient celui de renverser l'ordre politique assis sur les injustices, les inégalités sociales, la prédation de l'Etat. Ils produisirent des schémas d'interprétations contestataires et des idées de changement.

Aujourd'hui, l'analyste manque d'outils pour savoir quels groupuscules, en dehors de cette entreprise recrutée par le candidat -amateur en vue de la conception de son programme alimentent la campagne de Martelly, qui inspire ses prises de position. Objet politique non identifié, Martelly s'impose, sorti du fond d'un trou, sans armes idéologiques clairement identifiées, sans ressources argumentaires affinées, sans trajectoire vérifiable et lisible. Faute de réponse, l'opinion renvoyée à des fins de non-recevoir , l'électorat prié de ne pas être trop exigeant quant aux modalités de construction d 'une candidature atypique et pour le moins douteuse, en viennent à associer le candidat au duvaliérisme, aux narcotrafiquants, aux zones grises et sombres. La présence de Jean Claude Duvalier, la déclaration du porte-parole de Duvalier, allant jusqu'à déchirer le voile sur une alliance « macouto-mickéenne », quoique démentie par celui-ci, sont de nature à confirmer les soupçons les plus fous et à alimenter la confusion la plus déroutante. Ces silences volontaires, ces omissions de convenance discréditent les acquis timides enregistrés lors des tentatives d'institutionnalisation des partis politiques dont la principale fonction vise à choisir des représentants compétents qui reçoivent l'onction légitime de leurs membres. Le recours à la dénonciation banalise cette transaction de grande importance dans les démocraties volatiles.

Le discours contestataire de Jean Bertrand Aristide- notamment son discours remarquable du 30 septembre 1982 à l'Eglise Saint Joseph jusqu'en 1990 puisait sa force dans l'anti –militarisme, l'antiduvaliérisme et l'apartheid social haïtien: Il ciblait l'institution la plus forte d'alors d'Haïti : l'armée. Elle était la seule institution qui disposât des ressources importantes pour assurer l'avènement et le maintien d'un régime acceptable aux yeux de Washington. L'armée occupa tout l'espace politique, chargée d'exécuter les souhaits de la bourgeoisie locale, les forces conservatrices. Elle seule, dicta ses choix, manipula et entraina des « leaders » dans des luttes factionnelles qui se sentaient investis de sa confiance. S'identifiant à la Nation haïtienne, compte tenu des conditions de violence dans lesquelles l'asservissement d'origine européenne a été mis à bas, l'armée resta l'arbitre incontournable, le faiseur des rois, le censeur des prétendants à l'exercice du pouvoir.

Les élections de 1990 ont consacré le passage d'une armée arbitre du jeu politique à une force défunte, trois ans plus tard. Tandis que la trajectoire de Martelly s'est forgée dans la connivence avec l'armée de Cédras, de Michel François qui sont accusés d'avoir contribué à la fuite et à la disparition des milliers d'Haïtiens. Les massacres opérés nuit et jour par les militaires, les enlèvements opérés à tous moments, dont les traces sont visibles dans le rapport de la Commission Vérité et justice, et les rapports des organisations des droits de l'homme, étaient plutôt source de rassemblement festif aux yeux de Martelly. Pour Aristide, le militaire devait rendre des comptes, pour Martelly, le passé mérite d'être relégué au rang d'accessoire, alors qu'aucune réparation n'a été adoptée à l'endroit des victimes. Martelly prône la banalisa

Suite à la page (16)

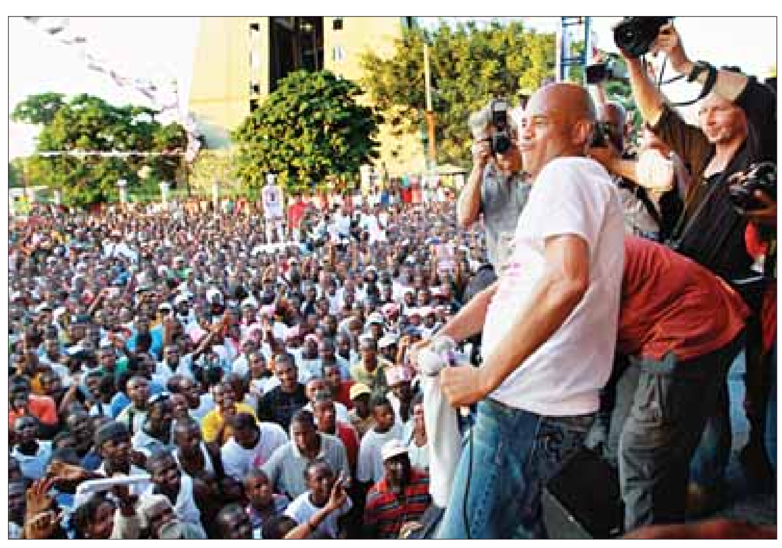
De Wyclef Jean à Michel Martelly : Élections Présidentielles ou Carnaval Electoral?

Par Castro Desroches

« Les élections présidentielles, c'est du show business….un peuple qui meurt de famine, c'est encore du show business » disait une vieille chanson des années 80. Une chanson cynique mais qui traduit aujourd'hui avec éloquence l'attitude de la Communauté Internationale envers la situation dramatique qui prévaut en Haït. Repêché in extremis par les fins manœuvriers de L'OEA, Sweet Micky ne participera pas cette année au défilé carnavalesque prévu pour le six mars. Ce sera peut-être pour l'année prochaine. Sur le podium maculé du sang des victimes oubliées du coup d'état de 1991, vêtu de son costume et de son masque de candidat, il sera ailleurs en train d'orchestrer sa campagne électorale en vue de devenir président de la république du cauchemar. Baie-de-Henne, Côtes-de-Fer, La Bastille, Plaine du Cul-de-Sac, Petit-Trou-de-Nippes, Trou Bonbon, Trou Caïman, Grand-Gosier, Pointe de L'Abacou, La Toison, Anse-à-Veau, Mombin-Crochu, Pointe-Fantasque, Cap-à-Foux, L'Asile, Le Borgne, Port-à-Piment, etc. Non, vous n'êtes pas en train de délirer ou de faire un mauvais rêve. Sweet Micky est bel et bien candidat à la présidence d'Haïti et il a de bonnes chances de gagner. Qui faudra-t-il blâmer cette fois? L'OEA qui a rejeté le dauphin de Préval dans les eaux abyssales de l'anonymat politique? Les pays amis qui complotent si souvent pour enfoncer Haïti davantage dans la dictature et la faim des fins? Non, cela ne suffira pas. Il nous faudra prendre, cette fois, notre part de responsabilité. Comme disait Wilhelm Reich : « Tu es ton propre persécuteur!» C'était comme si des Juifs ignorants de l'histoire récente du génocide, avaient décidé de voter pour un néo-nazi admirateur d'Adolf Hitler. Christophe Wargny avait peut-être raison: Haïti n'existe plus. Ce n'est plus un pays, c'est une république d'opérette qui s'apprête à donner au monde un spectacle encore plus pathétique. Un spectacle ayant pour toile de fond, la trivialisation totale de la fonction présidentielle. Le pouvoir comme aphrodisiaque pour phallocrate en rut mais en perte de « bandition».

Après l'échec spectaculaire des politiciens, c'est au tour des rappeurs, des professionnels du strip-tease, des fumistes, des travestis, des excentriques, des maîtres chanteurs, des bêtes de scène et des musiciens obscènes d'assurer maintenant la relève. Faut-il espérer des lendemains qui chantent? Ce sera une chanson de deuil comme celle que nous chantait l'immortelle Toto Bissainthe. Le séisme du 12 janvier 2010 ne semble pas avoir enterré les folles aspirations de ceux qui sont « chauves à l'intérieur de la tête. » L'œuvre de destruction totale n'est pas encore achevée. Entre deux bouteilles de Barbancourt et deux chansons grivoises, ils font les promesses les plus stupéfiantes : l'éducation gratuite, la lutte contre la corruption, la sécurité, une « révolution morale ». Jamais l'avenir de ce pays n'est apparu aussi dérisoire. Un seul jour de Michel Martelly comme président serait un jour de trop. Haïti ne pourrait jamais se réhabiliter d'une telle souillure.

« Le pays n'a pas besoin de politiciens pour son avenir, le temps des politiciens est révolu » a déclaré



Un seul jour de Michel Martelly comme président serait un jour de trop. Haïti ne pourrait jamais se réhabiliter d'une telle souillure

mercredi la star du hip hop Wyclef Jean. Je n'ai pas eu le temps de vérifier si cette déclaration a été faite en français, en créole ou en anglais. L'année dernière, les mauvaises langues avaient accusé M. Jean de ne parler aucune langue humaine. Même le prestigieux New York Times semblait vouloir abonder dans ce sens. Ce qui est certain, c'est que Clef a parlé, même si ce qu'il dit n'est pas vraiment brillant. Comment interpréter autrement cette seconde déclaration rapportée par le journal en ligne Haitilibre.com : « Je veux que la Communauté Internationale comprenne que mon nom est Wyclef Jean. » Quelle affaire, hein? Serait-il effectivement la version haïtienne de Sarah Palin?

Ecarté de la course à la présidence par le Conseil Électoral Provisoire, Clef vient de faire une réapparition très remarquée sur la scène en apportant son support à Sweet Micky. Qui sait? Dans cinq ans, ce sera au tour de Wyclef Jean de nous diriger. « Je ne peux pas passer ma vie à chanter» avait-il confié à la presse l'année dernière. Alors, pourquoi ne pas prendre une petite pause de cinq ans à la tête de l'État haïtien? Il n'y a rien de plus remontant que le pouvoir. Excellence par-ci, Excellence par-là. Malheureusement, sa candidature avait été rejetée par le CEP sous prétexte qu'il a passé trop de temps à un endroit appelé New Jersey qui ne figure pas sur la carte d'Haïti. Pas de présidence sans résidence. Si on veut vraiment devenir président d'Haïti, il ne faut pas hésiter à résider sous une tente près du palais national. Là où Préval et le CEP peuvent visuellement vérifier votre présence aux abords du pouvoir. En guise de consolation, le CEP avait laissé passer Michel Martelly pour assurer un peu d'animation à la gargote électorale de novembre. Le calcul politique de Préval était simple : Martelly (qui se présente lui-même comme de la m…à 200%) est un personnage trop exécrable et trop peu « catholique » pour être pris au sérieux. La fin de l'histoire, on la connaît. Le pays a atteint un tel degré de dégénérescence qu'on en est arrivé à un total renversement des valeurs. Au grand dam de madame Manigat, Michel Martelly est en train « d'avaler du terrain » dans la course électorale. Au Cap-Haïtien, il a reçu la purification, la bénédiction et l'extrême-onction de Monseigneur Kébreau qui est apparu en public avec lui. Encore un autre Kébreau? Cela vous dit certainement quelque chose. C'est la nouvelle alliance entre le sabre et le goupillon pour la messe macabre de requiem. Et cela sans compter la grande kermesse des futurs musiciens de palais : Shabba, Pras, T Vice, Karimi, Richard Morse, Wyclef Jean. Etcetera et rats.

Aux États-Unis où il vit, aucun politicien ne voudrait s'associer à

Suite à la page (15)

« Haitian Professionals of Philadelphia » ou la « deuxième génération » en action

Par Joël Léon

Depuis tantôt dix ans, je suis témoin d'un vaste mouvement de jeunes haïtiennes et haïtiens aux États-Unis, impliquant ce que mon amie, Carlene Pochette appelle la « deuxième génération ». Pour elle, « *Etre de la Deuxième génération n'est pas seulement un thème technique se référant aux enfants qui sont nés ici de parents immigrants. Pour moi,* poursuit elle, *cela signifie corriger les erreurs du passé et poursuivre l'œuvre de la première génération pour que les autres toujours libres, solidaires, vivent harmonieusement dans l'unité* ».



Des membres de l'organisation Haitian Professionals of Philadelphia (HPP)

La première génération, qualifiée de « sacrifiée », parce qu'elle vivait en marge des ambiances de la société américaine, ne jurait que par le travail hardi s'assurant ainsi, aujourd'hui, l'émergence fière et méritée de la « seconde génération ». Maintenant, âgée de 20 et plus, curieusement, celle-ci développe un attachement surprenant à la mère-patrie qu'est Haïti. Dans les années antérieures, les professionnels haïtiens, de la première génération, qui accédèrent à des positions importantes dans la société américaine présentaient des signes conflictuels d'identité, encore que venus d'une Haïti à l'époque plus stable du point de vue économique et social ils auraient dû avoir moins de gêne à s'identifier comme haïtien. Par contre, ceux d'aujourd'hui, de la deuxième génération, exhibent leur haïtianité de façon nette, avec grand naturel.

C'est un sujet de grande importance sociologique et culturelle qui mérite d'être fouillé à fond afin d'arriver à une explication normative du comportement de la « deuxième génération » vis-à-vis d'Haïti. Il faut ajouter aussi que, de tous les Africains éparpillés à travers le continent américain à partir de la traite négrière, ceux d'Haïti sont les seuls à s'identifier entièrement à l'Afrique qu'ils conçoivent jalousement comme mère-patrie. Cela explique l'apport des Haïtiens aux nouveaux Etats tels que le Congo, Bénin, le Sénégal… qui accédèrent à l'indépendance dans les années 60. Donc, nous avons ce sentiment d'appartenance naturellement en nous.

Ce n'est pas l'objectif de cet article d'étudier le comportement de la seconde génération. Je veux parler d'un groupe de jeunes haïtien-américains vivant à Philadelphia qui se regroupe au sein d'une organisation qui s'appelle « Haitian Professionals of Philadelphia ». Elle a été créée en novembre 2008, avec pour objectif d'élever la communauté haïtienne de Philadelphie par l'éducation, le développement professionnel et le mentorat.

En arrivant ici en 1994, je trouvai des figures plus ou moins âgées qui animèrent les activités sociopolitiques et culturelles pour la communauté. Ce groupe réunissait des hommes comme le Dr Yves Jérôme (de regrettée mémoire), le Dr Frantz Latour, le Dr Gérard Férère, l'avocat Picard Lozier, M. Fritz Lubin, M. et Mme Gérard Lombard…et tant d'autres compatriotes qui participèrent à jeter les bases communautaires haïtiennes en Pennsylvanie.

Sans une passation formelle des rênes de l'initiative des anciens aux nouveaux, les jeunes s'en sont emparés pour continuer là où les autres avaient laissé le flambeau. Ainsi, est né « Haitian Professionals of Philadelphia » (HPP). J'avais l'habitude de voir des petits drapeaux haïtiens, bleu et rouge, accrochés aux vitres de belles voitures, circulant dans la ville. De nos jours ils deviennent si nombreux qu'il est très difficile de ne pas les remarquer en conduisant ou en se promenant à travers Philly. Ce qui a beaucoup retenu mon attention, c'est que beaucoup d'entre eux ont une petite mémoire ou rien du tout d'Haïti. D'autres sont nés dans les Antilles ou ailleurs, mais de pères et mères haïtiens, qui ont développé au fil des ans un amour profond pour le pays qui les incite à s'imposer comme d'authentiques défenseurs de la cause nationale à l'étranger. La majorité des membres de la « deuxième génération » ayant pris naissance en Haïti, ont voyagé très jeune aux États-Unis trouver leurs parents ou tout simplement des proches. La, il faut rendre un hommage bien mérité aux parents haïtiens, lettrés ou illettrés, qui ont su conserver l'âme haïtienne intacte jusqu'à la transmettre fidèlement à cette «seconde génération». Donc, ils ont fait école.

Haitian Professionals of Philadelphia, s'est fait remarquer à l'occasion du séisme du 12 janvier qui a dévasté la capitale haïtienne, Port-au-Prince, laissant derrière lui 300.000 cadavres, plus d'un million de déplacés vivant sous des tentes, des centaines d'amputés et des dégâts matériels, estimés à plus de 15 milliards de dollars et surtout des millions de sinistrés psychologiques. HPP, dès les premières heures s'était déjà mobilisé, d'après le témoignage de l'un des membres, d'abord pour conceptualiser leur action et puis développer une stratégie et un plan supportant avec cohérence leur intervention.

A l'occasion du 12 Janvier passé, à *l'African-American Museum of Philadelphia, HPP* avait organisé une grande réunion-conférence pour non seulement marquer cette date mémorable, mais présenter un bilan de leurs travaux pratiques et faire campagne sur la nécessité de continuer à aider Haïti un an après. Ce fut une réussite totale. La salle était comble où environ 250 à 300 personnes prenaient place pour signifier à tous et à toutes que les cris d'Haïti restent toujours assourdissants. Beaucoup d'étrangers avaient répondu à l'appel, sans oublier la présence de toute la presse locale en cette occasion. D'autres organisations communautaires participèrent aussi à cette rencontre, dont Dr Michel François, qui avait fait une présentation succincte de l'ensemble d'aide apportée en Haïti, surtout dans le domaine médical.

Au cours d'une interview avec Carlene Pochette, responsable des relations publiques de HPP, on a fait remarquer que nous faisons l'expérience de ce que j'appelle un large mouvement. HPP n'est pas isolé dans sa quête de trouver des solutions aux maux du pays. Il fait partie de la genèse de ce vaste mouvement d'outre-mer, appelant à jouer un rôle fondamental dans le processus de rectification historique, c'est-à-dire replacer Haïti dans son contexte grandiloquent de faiseur d'histoire. Nous constatons le même scenario à travers tous les autres Etats de la république étoilée où il y a une démographie plus ou moins importante d'haïtiens. A New York, Florida, Chicago, Boston, Philadelphia, New Jersey, Connecticut…la « deuxième génération » est omniprésente dans toutes les affaires impliquant Haïti. Si jusqu'à présent il n'y a pas encore d'agendas unitaires entre les groupes opérant dans tous les Etats, il y a cette interaction permanente qui se multiplie à travers l'internet, cette magie de faire et cet engouement à prendre revanche sur les détracteurs d'Haïti qui ne peuvent être passés sous silence.

HPP est bien actif dans la communauté haïtienne de Philadelphie. Il est en train de développer une stratégie afin d'intégrer ensemble le plus d'Haïtiens possibles dans les activités de l'organisation. Les lieux d'interaction les plus fréquentés sont les églises chrétiennes haïtiennes. Ainsi l'organisation entend développer ses relations avec les leaders évangéliques afin d'être plus efficace dans ses interventions. Il y a de nombreux jeunes qui sont en perte de repères ou font face au rejet d'une société ingrate qui leur refuse une place d'épanouissement.

HPP entend les encadrer socialement en fournissant l'aide technique appropriée, à partir des ressources disponibles, leur permettant de dépasser les limites sociales dues à leurs cultures et spécificités haïtiennes. D'autres organisations communautaires travaillent aussi dans ce sens pour éviter aux jeunes de glisser dans des activités peu louables à cause de l'absence d'encadrements nécessaires qui pourraient faciliter une rapide transition dans cette société d'Amérique qui avance si vite.

Honneur aux membres de la « deuxième génération » qui, malgré l'appauvrissement accru, la mauvaise presse, le séisme meurtrier du 12 janvier 2010, les fréquents cyclones, l'épidémie de choléra, les tempêtes politiques, s'identifient fièrement à Haïti. Ils sont les nouveaux ambassadeurs de la cause haïtienne. Ils sont efficaces, agressifs, intrépides et se font entendre. Wyclef Jean a ouvert la voie, maintenant c'est répandu partout, en France, en Belgique, en Suisse, au Canada, en Hollande… compliments !

Aux membres suivants du HPP : Florcy Morisset, Numa Saint-Louis, Peuge Benjamin, Carlene Pochette, Cassandra Desrosiers, Natalie Catin, Dominique Smith, Jean Alfredo Paul, Stéphane Jean-Baptiste, Marc Antoine, Yemitsou Chery, Smith Jean et Alena Ferjuste, nous disons qu'ils doivent être conscients du fait qu'ils sont en train de faire l'histoire. Le pays leur en est très reconnaissant.

Les États-Unis recommencent à déporter les Haïtiens



Les déportés américains vers Haïti, parmi lesquels plusieurs n'ont plus de famille ou d'autre réseau d'aide en Haïti

Par Andrea Peters

Les États-Unis ont déporté 27 Haïtiens le 18 janvier dernier, reprenant le rapatriement forcé vers ce pays, un an après le puissant séisme qui a dévasté le pays en janvier 2010. L'agence de l'Immigration et des Douanes (ICE) prévoit renvoyer 700 immigrants vers Haïti cette année, ignorant les objections des groupes de défense des droits humains, qui soutiennent que le renvoi équivaut à une sentence de mort.

La porte-parole de l'ICE, Barbara Gonzalez a justifié les déportations en alléguant que tous les expulsés sont « des criminels étrangers » ayant été trouvés coupables devant les tribunaux américains de crimes divers. Tous ont déjà purgé une sentence dans une prison américaine.

Parmi ceux qu'on trouvait sur le vol de mardi, il y avait Lyglenson Lemorin, persécuté par l'État depuis plusieurs années. Sous

Suite à la page (15)

Haïti : il est grand temps….

Par Jean-Marie GAUTHIER

Lors d'une récente rencontre de jeunes haïtiens de la diaspora en Guadeloupe, une réflexion s'est faite jour : « Les élections en Haïti ! Quelles élections ? Pour qui ? Par qui ? ». Cette réflexion cinglante et unanime, après le retour de Duvalier en Haïti, en dit long sur la crise de confiance profonde du peuple Haïtien envers l'extérieur et ce qu'on veut lui faire avaler ! Cela ne date pas d'aujourd'hui certes, mais le monde étant à un tournant de son Histoire et de son évolution, et singulièrement Haïti qui est à la proue du navire de l'humanité, il est grand temps que soient respectés en vérité les idéaux et la dignité du peuple Haïtien tout entier, et pas seulement des dix pour cent de la population représentés par les quelques riches familles haïtiennes qui font la pluie et le beau temps depuis toujours avec l'appui de certains intellectuels, des médias locaux et internationaux ainsi que de puissances étrangères.

Duvalier est rentré chez lui avec l'accord tacite de tout le monde. C'est un comble ! Alors que les peuples nord-africains et du Moyen-Orient s'émancipent aujourd'hui de dirigeants qui les étouffaient. Il y aurait donc deux poids deux mesures, selon des diktats mondialistes

Suite à la page (14)

L'humiliation



La manifestation patriotique a pris fin devant le siège de la CARICOM sans incident, sous une très forte sécurité de différentes unités de la Police Nationale d'Haïti

Suite de la page (4)

et exécutée bassement par le gouvernement Préval/Bellerive ont conduit directement l'avenir des jeunes footballeurs haïtiens dans la honte. Depuis l'épidémie de choléra reconnue par tous les experts internationaux pour avoir été introduite, au cours du mois Octobre 2010, par les soldats de l'ONU, les Haïtiens ont été étiquetés malencontreusement de vecteurs de cette maladie et exclus de façon malhonnête des compétitions internationales, dans lesquelles toute discrimination devrait être bannie.

Ce qui s'est passé à la Jamaïque au début du mois de février en cours est une autre preuve de la faiblesse de l'Etat haïtien face à un grand défi. La sélection nationale, constituée de jeunes footballeurs, de moins de 17 ans surnommée U-17 a essuyé un affront humiliant devant le monde entier. Le football n'est plus une affaire d'un pays, c'est le monde qui est concerné.

La sélection haïtienne U-17 est arrivée le 2 février dernier à la Jamaïque, un Etat insulaire de l'Atlantique, membre de la communauté des Etats-Caraïbes (CARICOM) dans les grandes Antilles, également membre du Commonwealth, pour disputer la dernière phase éliminatoire de la coupe du monde dans la catégorie cadette. Le lundi 14 février, 12 jours plus tard, les jeunes footballeurs haïtiens ont été humiliés, par les autorités jamaïcaines qui les ont gardés en isolement du fait que 3 d'entre eux auraient été atteints de la malaria. Jean Ismaël Voltaire, Edson Etienne et Jean Bernard François sont les 3 jeunes footballeurs traumatisés par l'affront public des autorités jamaïcaines.

Isolés et enfermés sous haute surveillance des soldats jamaïcains, tous les joueurs de la sélection ont été mis en quarantaine, privés de nourriture, d'eau, et aucune communication avec l'extérieur ne leur a été autorisée. Finalement, ils ont été expédiés en Haïti le mercredi 16 février à bord d'un vol charter spécial.

Précédemment, la sélection haïtienne, au cours de son voyage a déjà joué son premier match contre le Costa-Rica, malheureusement terminé par un score de 3 à 1 en faveur du Costa-Rica. Elle devait disputer son deuxième match contre le Salvador ce même jour et au cas où elle remportait une victoire, elle aurait obtenu le feu vert pour les quarts de finale de la Concacaf des nations pour la catégorie des U-17. Du même coup, la sélection haïtienne allait poursuivre sa poussée vers la dernière phase des éliminatoires de la coupe du monde de U-17.

Cet affront humiliant a soulevé des réactions du gouvernement haïtien, de la Fédération haïtienne de football en particulier et du peuple haïtien en général. En plus d'une note de protestation, le gouvernement haïtien a rappelé son chargé d'Affaire à la Jamaïque, Max Alcé pour des consultations. Par le biais de son ministère des Affaires étrangères, elle a logé une note de protestation contre les agissements injustes des autorités jamaïcaines. Le jeudi 17 février, le ministère des Affaires étrangères a adressé une note de protestation à ses homologues jamaïcains pour exprimer clairement son indignation contre ces mesures discriminatoires auxquelles la sélection haïtienne de moins de 17 ans avait fait l'objet. La Chancellerie haïtienne compte porter l'affaire par devant les instances de la Communauté des Etats Caraïbéens, pour l'informer du comportement de la Jamaïque face au peuple haïtien soulignant qu'une telle attitude pourrait porter préjudice aux bonnes relations entre les deux pays, établissant ainsi un mauvais précédent pour la philosophie et la bonne marche de la communauté de la Caraïbe dont Haïti et la Jamaïque font partie à part- entière.

Parallèlement, le Ministre haïtien de la jeunesse, des sports et de l'Action civique, dans une note de protestation a fait savoir qu'il s'agit d'une décision arbitraire et discriminatoire qui va à l'encontre des principes régissant les disciplines sportives internationales, qui est intervenue dans le cadre de la participation d'Haïti dans la plus prestigieuse compétition internationale organisée par la Fédération Internationale de Football Association (FIFA). De plus, le ministère dirigé par Evans Lescouflair informe que le gouvernement haïtien va déposer une requête devant les instances gouvernementales responsables du sport continental (Conseil Américain du Sport) et la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays de la francophonie.

La Fédération Haïtienne de Football (FHF) avec Yves Jean Bart (Dadou) à sa tête, s'est dit frustrée et choquée à la fois par le mauvais traitement infligé à la sélection haïtienne à la Jamaïque. Dans un communiqué rendu public tout de suite après, la FHF a indiqué : *« C'est avec tristesse et frustration que nous faisons savoir à nos fans que l'équipe nationale U-17 a été forcée par le gouvernement jamaïcain à être disqualifiée pour la coupe du monde. Deux de nos joueurs sont infectés par une maladie qui n'est pas contagieuse et qui ne se transmet pas par contact humain »*.

La FHF qualifie le comportement des autorités jamaïcaines de manque de respect envers les ambassadeurs sportifs haïtiens : *« Nos joueurs ont été enfermés et isolés dans des chambres, gardés par des soldats, sans aucune communication avec l'extérieur, sans nourriture ni eau, traitement qui leur a été infligé avant leur refoulement sur Haïti par un vol charter, puisqu'ils étaient interdits de revenir en Haïti par un vol commercial »*.

Le peuple haïtien de son côté a aussi réagi ; le samedi 19 février 2011, des milliers d'Haïtiens ont pacifiquement manifesté à Port-au-Prince, pour protester énergiquement contre les agissements de la Jamaïque. La manifestation qui a été lancée par un groupe de citoyens de la société civile haïtienne a démarré aux abords de la place de Dessalines au Champ de Mars, au centre de la capitale, a emprunté la route de Lalue en passant par Bourdon pour se terminer devant les locaux du Bureau de la CARICOM à Musseau, sis à Delmas 60. Sur tout le parcours, les manifestants ont brillamment brandi le drapeau haïtien en signe de solidarité avec les joueurs de la sélection haïtienne de U-17. Les protestataires portaient des pancartes et banderoles sur lesquelles s'inscrivaient les slogans suivants : *« Débout Haïti. Respectez nos droits. Shame on Jamaica ! Get up stand up Haïti »*.

Arrivés devant les locaux de la CARICOM, les manifestants indignés sont montés sur le toit de la maison logeant ses bureaux, ont descendu le drapeau de l'organisation régionale et l'ont jeté au feu, le brûlant ainsi en signe de protestation. Ils ont également lancé des pierres en direction des bureaux de la CARICOM. L'ancien joueur haïtien participant à la Coupe du monde en 1974, Philippe Vorbe, présent dans la manifestation pour le respect des droits des joueurs haïtiens, a condamné le comportement raciste des autorités de la Jamaïque : *« Je ne veux pas croire qu'un grand pays de sport comme la Jamaïque ait pu tenir une telle attitude. Elles n'ont fait preuve d'aucun sens de responsabilité ni d'hospitalité. Nous sommes indignés face à ce comportement, c'est inacceptable. »* a-t-il fait savoir.

La manifestation patriotique a pris fin devant le siège de la CARICOM sans incident, sous une très forte sécurité de différentes unités de la Police Nationale d'Haïti, dès le début jusqu'à la fin.

Certains disent que ce n'est pas la première fois que ce genre de comportement raciste, discriminatoire, humiliant s'exerce à l'encontre des Haïtiens hors du territoire national, tant en République Dominicaine que dans le reste du monde. Les différents gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Etat haïtien ne font rien pour faire respecter les droits des Haïtiens ici et ailleurs. Maintenant n'importe quel petit Etat de la Caraïbe ose nous infliger toute sorte d'humiliation, face au monde entier. Haïti mérite un gouvernement fort, capable de faire respecter la dignité du peuple haïtien partout dans le monde.

Suite de la page (4) *Le retour d'Aristide est imminent !*

famille. Annette Auguste dite « Sò An » avait brillé par son absence ainsi que d'autres inféodés au parti de René Préval INITE.

A la fin de cette grande manifestation tenue pour le retour du docteur Jean-Bertrand Aristide, la coordonnatrice du comité exécutif de Fanmi Lavalas, Maryse Narcisse continue de réclamer l'annulation de la mascarade du 28 novembre 2010 et l'inclusion de Fanmi Lavalas à un processus électoral démocratique. Sur le Champ de Mars, du côté du monument de l'Empereur Jean Jacques Dessalines, Maryse Narcisse a dénoncé l'arrogance et l'ingérence de la communauté internationale dans les affaires politiques internes d'Haïti, notamment dans le processus électoral dès le début avec l'exclusion du parti majoritaire qui n'est autre que Fanmi Lavalas. L'organisation politique Fanmi Lavalas a demandé au fondateur de la nation haïtienne, Jean Jacques Dessalines, d'accorder le pardon aux dirigeants haïtiens qui n'ont cessé de liquider la souveraineté nationale aux étrangers en échange d'intérêts personnels. Ce deal indigne et obscur avec l'étranger a contribué à ternir l'image du pays sur la scène internationale, qui a atteint ces derniers jours, avec l'épidémie de choléra apportée par les forces d'occupations de l'ONU, son point culminant, jusqu'à avoir conduit le pays dans une misère abjecte.

De toute évidence, la mobilisation va se poursuive jusqu'au retour d'Aristide et de l'annulation de la mascarade du 28 Novembre 2010. La manifestation du 18 février qui était une grande première s'est terminée sans incident, devant le palais national, malgré la faible présence de la Police Nationale d'Haïti. Le peuple haïtien a fait preuve de tolérance et apporté un démenti aux Etats-Unis, la France et le reste de la communauté internationale qui faisaient croire injustement que la présence du président Aristide pourrait créer une situation de trouble en Haïti.

Au lendemain de la manifestation, le samedi 19 février, l'avocat du président Aristide, Ira Kurzban, dans une correspondance adressée à la ministre des Affaires étrangères du gouvernement haïtien, Marie Michelle Rey, a exprimé des réserves sur la volonté réelle du gouvernement haïtien concernant le retour du président Aristide. Il s'est dit surpris après avoir appris dans la presse que le gouvernement haïtien affirmait n'avoir eu aucun contact avec les autorités Sud-africaines pour faire avancer le dossier. Alors, à l'avocat d'Aristide de demander des explications aux autorités haïtiennes : *« Vous avez déclaré que vous n'avez aucun contact avec vos homologues Sud-africain ; je vous pris de me renseigner, si vous avez été contactées par le gouvernement de la République pour assurer le retour immédiat du président Aristide. »*

Malgré tous ces marchandages, un fait est certain et incontestable, l'ex-président Aristide est resté très populaire en Haïti, surtout dans les quartiers populaires. Selon les manifestants, le retour d'Aristide apportera la paix sociale dans le pays, même en plein milieu de la crise politique.

Suite de la page (4) *Le retour d'Aristide est imminent !*

imposés par les puissances étrangères occidentales et nord-américaines.

Et les U.SA. osent émettre de solides réserves quant au retour du Président Aristide dans son pays, « afin de ne pas déstabiliser le contexte politique actuel ». De qui se moque-t-on ? Et la France d'oser rester muette.

Le Président Aristide avait été élu à chaque fois à une large majorité par le peuple Haïtien qui a toujours cru en lui. Que cela plaise ou non à l'extérieur, c'est ainsi. De coups d'état en enlèvement, sa réputation est restée intacte parmi la grande majorité de la population en Haïti, et ce malgré les campagnes de dénigrement, de désinformation et de diabolisation orchestrées par les médias locaux et internationaux à la solde des gouvernements extérieurs, et manipulées par des minorités intérieures fabriquées de toutes pièces.

Au pouvoir, ce président loyal et digne n'a jamais pu mener à fond ses réformes car on ne lui en a surtout jamais donné les moyens, et on l'a « ligoté » pour qu'il ne puisse pas agir, car les grands et les puissants de l'intérieur comme de l'extérieur ont toujours tout bloqué. Et pourtant son programme tant éducatif, sanitaire, scolaire que économique pour relancer l'agriculture et nourrir tout le monde avait déjà fait merveille. Mais cela, on ne l'a jamais dit. Arrêtant l'armée dans sa course au pouvoir, il a fait légiférer sur ce point crucial. Aujourd'hui, les prétendants à la course présidentielle parlent de rétablir l'armée dans son intégrité, avec l'appui toujours des étrangers, des intellectuels et des puissants. Quel affront pour le peuple Haïtien tout entier qui était enfin libéré de ces chaînes là ! « Aristide n'a jamais été préparé à la magistrature suprême » avait-on entendu partout pour justifier ses mises à l'écart. Et aujourd'hui on cautionne en grande pompe un chanteur pour cette même magistrature suprême, et la communauté internationale adoube cela. La question du début est donc fort juste : de quelle élection s'agit-il ? et pour qui ?

Le Président Aristide doit rentrer dans son pays, afin d'être pour le peuple un rempart moral, comme Nelson Mandela l'est en Afrique du Sud. Son éclairage et sa sagesse pourront apporter beaucoup au peuple Haïtien qui l'attend. « La vérité et l'amour sont les deux faces d'une même médaille » disait Jean-Bertrand Aristide qui voulait redonner espoir et dignité au peuple Haïtien tout entier. Cela est plus que jamais d'actualité. Et le poids de la communauté internationale doit être total à ce niveau, comme pour la reconstruction d'Haïti qui doit être pensée par les Haïtiens eux-mêmes en premier, et soutenue loyalement par nous tous ensuite !

Fòs é kouraj pèp Ayitien !

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
Au Lycée Professionnel de Blanchet
BASSE-TERRE
(Guadeloupe)

Suite de la page (12)

Wyclef Jean. Accusé d'escroquerie, il essaie difficilement de se rétablir d'un scandale financier qui l'avait porté à verser de chaudes larmes de crocodile devant les caméras étonnées de la télévision américaine. « Avant même Haïti, trois personnes sont au centre de ma vie : mon épouse Claudinette, ma fille Angelina et ma mère Yolanda. » L'amère réalité, c'est que Wyclef Jean a été, entre autres, accusé d'entretenir sa maîtresse (plus de $ 100.000 de « salaire ») aux frais de son organisation humanitaire Yélé Haïti. Il a dû admettre, tout au moins, avoir commis certaines « erreurs ». Il apparaît de plus en plus que Wyclef Jean aurait plumé la poule jusqu'à la faire héler. En dépit des millions qu'il gagne avec son talent très limité, Wyclef Jean a accumulé des redevances énormes envers le fisc américain. En 2008, il avait défrayé la chronique aux États-Unis, lorsqu'une banque avait pris possession de l'une de ses propriétés en Floride à cause d'une dette de 2 millions de dollars. Wyclef Jean arrive parfois à Port-au-Prince en avion privé. Financièrement, il semble se porter comme un charme. Son organisation Yélé Haïti a collecté la bagatelle de 9 millions de dollars depuis le séisme du 12 janvier. Une faible portion de cet argent a été jusque-là dépensée en Haïti.

Avant de lancer leur candidature à la présidence, les prétendants intelligents (au sens haïtien du terme) créent leur ONG en vue de donner l'impression qu'ils font finalement quelque chose de bien et de beau. Ils investissent dans le social pour répéter le jargon d'usage. Sweet Micky a aussi sa petite fondation (établie en 2008 avec sa femme) qui n'est en fait qu'un artifice électoraliste. Charité bien ordonnée commence par soi-même. Sa boîte s'appelle Fondation Rose et Blanc. Rose et Blanc? Vous avez tout de suite deviné. La vie en rose avec l'argent des Blancs (Food for the Poor, Curves International, NoPin Long Distance, etc.) On se demande avec inquiétude est-ce qu'il n'y aurait pas ici un cas flagrant de conflit d'intérêts lorsque des candidats utilisent l'argent des donateurs internationaux à des fins bassement politiciennes. A vous de juger.

Désabusés par les échecs répétés, les jeunes qui constituent la majorité de l'électorat risquent de ne pas faire attention à ces détails importants. La misère atroce rapporte de gros dividendes politiques à ceux qui savent l'exploiter. Plus ça va mal, mieux ça vaut. En dehors d'une litanie de chansons dévergondées, le candidat Michel Martelly n'a rien accompli dans sa vie qui pourrait justifier une quelconque popularité. Il n'a aucune formation académique en dehors de quelques mois passés à… l'Académie Militaire. Il a terminé ses études secondaires avec quatre ans de retard. Ce qui est plutôt rare dans la petite-bourgeoise haïtienne. C'est un obscurantiste qui a avoué dans une interview avec feu Carlo Désinor qu'il déteste les livres. En bon papa, il promet de « donner » gratuitement aux jeunes Haïtiens l'instruction qu'il a lui-même refusée d'acquérir. Il se propose également de combattre le chômage en ressuscitant l'Armée défunte. Dans sa logique fasciste, vingt mille soldats (des « chômeurs armés ») prêts à tirer sur la foule, ça veut dire vingt mille emplois. Seul le CEP a voulu accepter Michel Martelly. Dans toutes les institutions où il est passé (confie-t-il candidement), il a été rejeté.

La mascarade électorale du 28 novembre 2010 a créé en Haïti une crise qui n'en finira pas de durer. Les candidats sélectionnés pour le second tour ont été parmi les premiers à en dénoncer les malversations. Ils ont promptement fait volte-face dès qu'ils ont reçu l'assurance « internationale » qu'ils allaient passer au second tour. Aujourd'hui, la « légaliste et constitutionnaliste » Mirlande Manigat essaie désespérément de se démarquer de Michel Martelly. Elle n'y parviendra pas parce que les déclarations spontanées et sincères ont la tête dure. "Il ne s'agit pas uniquement de fraudes, c'est un véritable scandale, un véritable kidnapping des élections" avait affirmé M. Patrice Dumond, porte-parole officiel de Manigat, au cours de la journée du 28 novembre. En fin de compte, Martelly/Manigat, c'est le même combat et la même imposture. La même imposture qui avait permis aux Manigat de « gagner » les élections manu militari du 17 janvier 1988 avec 51 pour sang des voix avant de se convertir à la « pédagogie du second tour » avec 13 pour cent en 2006. Tout gouvernement issu du « second tour » ne sera donc qu'un gouvernement de facto dépourvu de légalité et de légitimité. Autrement, on n'aurait qu'à adopter l'audacieuse (au sens haïtien du terme) déclaration du professeur Leslie Manigat au lendemain de sa sélection par le Général Henry Namphy : « Le peuple haïtien a eu la possibilité de s'exprimer en toute liberté. Ceux qui se sont abstenus se sont abstenus et ceux qui ont voulu voter ont été voter. En matière électorale (dans la mesure où j'ai une connaissance en cette matière en tant que spécialiste en sciences politiques), dès qu'il y a élections et qu'il y ait des électeurs, ces élections sont valides. »

Suite de la page (13)

l'administration Bush, Lemorin avait été arrêté dans le cadre d'une opération d'infiltration antiterroriste contre ceux qui allaient devenir connus sous le nom des Liberty City Seven. Le gouvernement a utilisé le piégeage pour monter une preuve contre un groupe d'immigrants haïtiens qui devait supposément faire exploser la tour Sears à Chicago. « *Peu éduqués et pratiquement sans le sou, les accusés ne semblaient pas avoir les moyens de s'engager dans un jihad, ou de s'entrainer avec des armes ou des explosifs, peut-on lire dans le dossier de la cour* » a souligné le Wall Street Journal. Il a fallu trois procès pour permettre au gouvernement d'obtenir au moins un verdict de culpabilité, même les procureurs de la poursuite reconnaissent que le soi-disant complot était plus une « ambition qu'une opération ».

Pour sa part, Lemorin a été acquitté lors du second procès, un résultat qui fut considéré comme un coup sérieux aux efforts déployés par l'administration Bush. Il avait déménagé à Atlanta avec sa femme et ses enfants bien avant que les autres membres du soi-disant groupe de terroristes aient été arrêtés. Cependant, son acquittement n'a pas empêché le gouvernement de continuer à garder Lemorin sous les verrous, malgré qu'il soit un résident en règle des États-Unis, sous prétexte qu'il serait encore « une menace à la sécurité nationale » et devrait donc être déporté. Donc, depuis 2007, Lemorin languit dans les prisons américaines, pour en sortir uniquement pour son renvoi en Haïti, un pays qu'il a quitté dans sa jeune enfance.

Au début janvier, le Center for Constitutional Rights, Alternative Chance, et le Florida Immigration Advocacy Center, ont tenté de stopper l'extradition forcée en présentant une requête en urgence à la Commission inter-américaine sur les droits civils. Cependant, aucune action n'a été prise. La requête arguait que la déportation constitue une forme de « traitement cruel et inusité » et la probabilité, compte tenu des conditions prévalant en Haïti, que les déportés se voient privés de leur « droit à la vie, la famille et l'équité procédurale ».

Haïti est marqué par les conflits politiques et par la misère sociale. Actuellement, l'Organisation des États américains (OEA) fait pression sur le président sortant René Préval afin qu'il accepte la révision du résultat des élections de novembre dernier qui excluerait son successeur choisi de la course du second tour. La fraude généralisée a provoqué une colère de masse, incluant de violentes manifestations antigouvernementales.

Il est prévisible que les violences électorales se poursuivent et même s'aggravent avec les nouveaux développements dans cette situation contestée. Peu après son retour en Haïti, le 18 janvier, l'ancien dictateur haïtien Jean-Claude « Bébé-Doc » Duvalier a été arrêté et accusé de corruption, d'une série de crimes financiers et de meurtre. Le retour de Duvalier, qui attire la sympathie de certaines sections de l'élite dirigeante malgré son héritage brutal, a créé une nouvelle base pour de futurs conflits politiques. Jean-Bertrand Aristide, président populiste élu et deux fois renversé par des coups commandités par les États-Unis, a aussi laissé entendre qu'il désirait revenir en Haïti.


Lyglenson Lemorin

Les déportés américains vers Haïti, parmi lesquels plusieurs n'ont plus de famille ou d'autre réseau d'aide en Haïti, sont aussi renvoyés vers des conditions de vie horribles. Près d'un million de personnes vivent encore dans des camps de tentes, et l'insalubrité a provoqué une épidémie de choléra qui a déjà coûté la vie à 4000 personnes. Les représentants des services de santé publique estiment que le nombre total des infections, qui se propagent rapidement vers les centres surpeuplés, manquant d'eau potable et de service sanitaire, pourraient atteindre les 400.000. Les organisations de femmes opérant dans les camps rapportent une épidémie d'agressions sexuelles et de prostitution juvénile, dans un contexte où le désœuvrement causé par le chômage et la vie de sans-abris alimente le désespoir social.

Une grande partie du parc, des maisons et des infrastructures du pays sont encore en ruine, avec des régions complètes de la capitale Port-au-Prince toujours bloquées par les débris. Seuls 10 à 20 pour cent des 19 milliards de dollars promis par les donateurs internationaux pour le financement de la reconstruction d'Haïti suite au séisme ont été livrés. Dans plusieurs cas les prêteurs invoquent l'instabilité de la région pour retenir l'aide financière.

La décision de forcer le renvoi d'Haïtiens vers cet enfer est un exemple de la véritable attitude de l'impérialisme américain à l'égard de cette nation anéantie et située sur le pas de sa porte. Immédiatement après le séisme de janvier 2010, les États-Unis ont envoyé un important contingent de soldats en Haïti, non comme le prônait la version officielle pour offrir une aide humanitaire, mais plutôt pour sauvegarder la stabilité politique devant la possibilité d'un soulèvement populaire dans ce pays d'importance géostratégique. La présence des États-Unis, qui a freiné la distribution efficace de l'aide, fut levée alors même qu'il y avait encore des dizaines de milliers de corps prisonniers des décombres et qu'un plus grand nombre encore avait besoin d'aide médicale. Depuis, l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton a supervisé la principale agence d'aide humanitaire établie dans le pays, avec pour objectif principal de faire d'Haïti une plate forme de main-d'œuvre à bon marché pour l'hémisphère Ouest.

L'administration Obama est allée de l'avant avec les déportations après avoir levé la disposition de la protection temporaire (TPS) pour les Haïtiens, une disposition spéciale de la loi sur l'immigration qui permet de stopper les extraditions lorsque les conditions dans le pays hôte sont trop dangereuses. Jusqu'en janvier 2010, les Haïtiens qui appelaient à l'aide du pays le plus pauvre des Amériques, apeurés par des décennies de violence, n'ont jamais pu bénéficier de la TPS. La routine des administrations successives démocrates et républicaines a été de bloquer l'entrée des Haïtiens, lâchant régulièrement la garde côtière pour retourner des bateaux surpeuplés de réfugiés désespérés fuyant la violence et la misère perpétrées par une élite dirigeante haïtienne soutenue par les États-Unis.

En 2010, plus de 30.000 Haïtiens aux États-Unis attendaient leur déportation. Le département de la Sécurité intérieure (Department of Homeland Security) prétend n'avoir l'intention de déporter que ceux qui ont un casier judiciaire. Cependant, la communauté américano-haïtienne a des doutes, exprimés ainsi par Marlie Hall du journal en ligne Thegrio.com « les gens ont peu confiance » dans les promesses du gouvernement.

Haitian-Americans United for Progress (HAUP), un groupe à but non lucratif basé à New York qui offre des services sociaux à la communauté haïtienne, a dit à Thegrio.com avoir constaté une peur généralisée de déportation. « Je n'ai aucune idée de ce qui va arriver la semaine prochaine ou le mois prochain » a déclaré le directeur du HAUP Elsie Saint Louis Accilien.

Les sociétés d'aide juridique de Floride et de New York, où se trouvent la plupart des immigrants haïtiens, tentent maintenant d'aider ceux faisant face à la déportation cette année. Plusieurs sont transférés vers un centre de détention fédéral en Louisiane, le dernier arrêt avant l'expulsion du pays. Cependant, disent-ils, il y a peu qui puisse être fait et le gros de leurs efforts consiste à aider les déportés à établir un contact avec leur famille en Haïti dans l'espoir qu'ils aient quelqu'un sur qui compter en arrivant dans ce pays.

Wsws 22 février 2011

Suite de la page (12)

tion du mal, l'héroïsation des mas sacreurs. Or, l'anti-duvaliérisme et l'anti-militarisme sont deux éléments de la rhétorique contestataire de la gauche : pourtant ce sont ces deux éléments que dévalorise Martelly dans son entreprise de désacralisation des acquis, obtenus par la gauche au prix de sacrifices, de renoncements, de souffrances, de privations.

La candidature de Martelly, pour peu qu'elle ait été perçue comme relevant du témoignage de la part du président Préval, des membres partisans du Conseil Electoral Provisoire, ne saurait être ramenée à un exercice naïf de mobilisation des masses populaires de certains quartiers urbains, en quête d'opium amortisseur des contraintes existentielles. A pas feutrés, derrière le chanteur originaire des Côtes de Fer, avance masqué le ramassis des forces conservatrices qui ont entravé toute transformation de la société, réuni au sein de cette oligarchie décrite par Nicolas Jallot qui tente, non pas à titre de sociologue, mais d'un journaliste qui après enquête, est conduit à ces observations somme toute pertinentes : « Au sommet, on trouve l'oligarchie mulâtre, composée de plusieurs milliers de personnes. La vie qu'elle mène est peu en phase avec cette fin de XXème siècle. Elle est nettement plus proche d'une histoire féodale. Moins d'un pour cent de la population appartient à cette classe dirigeante qui contrôle la plupart des richesses d'Haïti. Ces familles venues du Moyen Orient ou d'Europe, vivent en ville. Sur les hauteurs de Port-au-Prince, à Pétion-ville surtout. Leur installation dans le pays remonte au début du siècle. Elles sont venues s'y établir, la plupart pour faire du commerce…On les retrouve ainsi dans la fabrication de produits sidérurgiques, les usines de plastique, de ciment, de chaussures, les produits pharmaceutiques. Certaines d'entre elles trempent aussi dans le trafic de drogue. Depuis des années, ces familles utilisent l'armée, les tontons macoutes, et tout l'appareil d'Etat pour maintenir leur splendeur décadente. Elles constituent la vraie force réactionnaire. »(Nicolas Jallot, Laurent Lesage, Haiti ,dix ans d'histoire secrète,Paris :Editions du félin, 1995,p.138).

Ce sont ces familles qui ont financé le coup d'Etat renversant Jean Bertrand Aristide en 1991, traduisant une parfaite division du travail dans une alliance avec l'armée. Depuis, la « droite » a-t-elle été au pouvoir? Le retour de Jean Bertrand Aristide et le deuxième quinquennat de René Préval n'ont pas pu favoriser l'éclosion d'une formation partisane de droite qui dispose de la capacité et des ressources suffisantes à faciliter son retour au pouvoir. Le pays est fondamentalement à gauche. Il est vrai, qu'un secteur de la bourgeoisie éclairée gouverne depuis plus de quinze ans et gouverner un pays si difficile comme Haïti, c'est s'exposer à la déception, gouverner un pays déchiré par des inégalités si profondes, c'est susciter du désenchantement. Certes, les électeurs en 1990 ne s'attendaient pas à devenir riches, mais aspiraient à manger, ne fut-ce qu'une fois par jour, aspiraient à envoyer leurs enfants à l'école. Ils ont été déçus de l'extension des pratiques prédatrices et des attitudes néo-patrimoniales, des pratiques que promettait d'extirper de la société haïtienne ce secteur. Celle-ci a déçu et c'est sur ce terrain que le discours de Martelly s'est construit, il pourrait se révéler fécond par un raccourci simpliste.

Les électeurs, jeunes, peu sensibles aux exigences vertueuses, eux qui n'ont connu que coups d'Etat, renversements tumultueux de gouvernements, déchirements, criminalité urbaine, urbanisation anarchique et chômage, sont tentés vers l'aventurisme politique avec tous les dangers qu'il comporte. Peu inféodés à la discipline partisane, ces groupes de jeunes sont désabusés et n'ont pas le sentiment que leurs attentes sont prises en compte. Ils constituent un électorat facile, qui est loin d'intérioriser les exigences du suffrage universel. La première est d'être en capacité comme électeur de se faire une opinion du candidat, de faire de son vote un choix stratégique, l'expression de ses préférences. Ensuite, il doit détenir des attributs définis par un politiste américain : l'électeur « doit posséder une structure de personnalité conforme, doit s'intéresser aux affaires publiques et y participer, doit être informé, doit être guidé par des principes, doit percevoir correctement les réalités politiques, doit en débattre, doit juger de façon rationnelle, et doit prendre en compte les intérêts de la communauté. »(Bernard Berelson, Democratic theory and public opinion, Public Opinion Quarterly,16(3),1952 .

On comprend que cette participation renvoie à des prérequis qui ne peuvent être remplis que par une presse compétente et responsable, un enseignement scolaire adapté, de qualité et une vie partisane rationnelle et structurée. Pour certains analystes, cette quête de la participation, instrumentalisée par des classes dominantes, exclut les masses qui ne sont pas capables d'accéder à une véritable conscience politique, soumises donc aux mensonges et à la manipulation. L'illustration en est fournie par la formulation d'une confiscation symbolique opérée par Martelly à travers l'identification aux paysans. En effet, comme M. Aristide l'a fait avec le FNCD en 1990, Martelly arbore le label paysan (soutenu par « Répons peyizan »). L'analyste ignore les liens du candidat avec les masses paysannes, qui ne se sont confondus qu'avec ses tournées de flibusterie et d'animation de festival. Sa trajectoire ne l'a pas introduit dans ce milieu spécifique, sa capacité à mobiliser les paysans, les rassembler ne transpirant le moindre crédit. Il n'a aucun atout en ce sens à faire valoir. Au contraire le revendiquer concourt à son discrédit.

Les organisations de paysans les plus fortes et les plus prestigieuses qui dominent l'arène politique sont dans une relation distante avec Martelly. Ainsi, les usages de la labellisation paysanne justifient une mobilisation symbolique qui a une double fonction : fonction de répondre à un manque de légitimité politique, fonction d'utiliser des thèmes revendicatifs pour élaborer une identité provisoire. L'identification appropriée fonde la prétention à entrer en concurrence de légitimation avec d'autres acteurs qui rivalisent l'usage des thématiques aussi semblables. Le rapprochement symbolique de Martelly avec ces catégories ne pourrait pas non plus être analysé comme une aspiration volontaire de leur part à déléguer le droit de s'exprimer en leur nom, de les représenter ,illustrant ainsi l'hypothèse de Pierre Bourdieu qui explique que « *c'est précisément le sentiment de leur incompétence, entretenu par leurs expériences et par les pratiques des dominants qui incitent les électeurs les moins favorisés à s'en remettre à des représentants socialement dépourvus de capital économique ou culturel* ». (Pierre Bourdieu, »La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », Actes de la recherche des sciences sociales, 1981,36-37.)

La candidature de Michel Martelly renoue avec deux tendances historiques : la première, est que le caractère critique d'une conjoncture comme celle d'aujourd'hui pousse les agents les plus fragiles de la communauté politique à s'en remettre à des prestidigitateurs, qui concilient le simplisme des problématiques du changement avec l'incompétence, ou à des démagogues aux accents populistes qui dissimulent leurs appétits du pouvoir derrière une sensibilité indéfinissable aux difficultés des masses populaires. L'histoire nationale d'Haïti en connaît quelques illustrations. La deuxième tendance est l'instrumentalisation, qui renvoie notamment à celle de Duvalier qui avait fait de ces pauvres paysans les témoins de son projet de « transformation » diabolique de la société haïtienne. On notera comment cette longue aventure a tourné au cauchemar.

7 février 2011

Suite de la page (8)

Les deux candidats sont donc des pantins de l'impérialisme. Les Haïtiens n'attendent rien de ce scrutin. Ils sont d'ailleurs contre les élections.

Par ailleurs, il est prévu que Préval reste jusqu'au 14 mai 2011, s'il n'y a pas de résultats d'ici là. On aurait proposé que le président parte le 7 février (comme annoncé antérieurement) et qu'un gouvernement provisoire soit mis en place. Cette proposition a bien évidemment été rejetée par la communauté internationale car l'élection de quelqu'un qui mettra en place le plan des impérialistes est une priorité.

R. B : Existe-t-il une culture politique et démocratique au sein de la population haïtienne ? Les Haïtiens croient-ils encore en la démocratie ?

J. L : Les Haïtiens croient fermement qu'il est possible de s'en sortir malgré les 25 ans passés. On y croit sans l'aide internationale car celle-ci dicte ses lois. Plusieurs mouvements clandestins travaillent au sein de la population pour élever le niveau de conscience des gens. Si cette conscience n'existait pas, Haïti aurait déjà son étoile sur le drapeau américain !

Mais malheureusement, il y a aussi des petits groupes qui sapent ce travail. Il s'agit de groupes dont les dirigeants reçoivent de l'argent et des mots d'ordre de l'extérieur. Par exemple, le Front Révolutionnaire Armé pour le Progrès d'Haïti (FRAPH) se présentait comme un mouvement nationaliste mais c'était en fait une création de l'impérialisme US. Son responsable, Toto Constant, était un agent de la CIA.

A côté de cela, certains mouvements luttent pour l'indépendance du peuple haïtien et font un travail de conscientisation. La ligue anti-impérialiste notamment, un mouvement clandestin de résistance qui fait du bon travail mais qui n'est pas connu de tous. Un exemple du travail qu'il faut faire pour éveiller les conscience : les Haïtiens ont longtemps pensé que c'étaient les Népalais qui avaient apporté le choléra en Haïti. Dans les manifestations, les slogans étaient dirigés contre les Népalais. Grâce à un travail de conscientisation idéologique et politique, les Haïtiens ont compris que c'était la MINUSTAH qui était responsable de l'éclatement de la maladie et du grand nombre de morts par manque de soins. Les slogans sont alors passés de : « A bas les Népalais ! » à « A bas la MINUSTAH ! ».

Les Haïtiens forment une population analphabète mais qui n'est pas bête ! Nous avons un message sage à transmettre à nos amis les Tunisiens: « Faites attention aux rôles sous-marins des impérialistes français et américains et aux ONG déjà sur place. Souvenez-vous de la révolte des Sandinistes… » Avec notre histoire, nous savons maintenant comment les gens prennent le pouvoir et où sont les opportunistes

R. B : L'ex dictateur JC (Bébé Doc) Duvalier est de retour en Haïti après 25 ans d'exil en France. Quelles ont été les circonstances de son retour ? Est-il le bienvenu ? S'il ne l'est pas, alors comment expliquer la relative passivité du peuple haïtien à l'égard de ce retour ?

J. L : En Haïti, il y a eu 2 séismes : le séisme naturel et celui du retour de Duvalier !

La communauté internationale et le gouvernement actuel ont provoqué le retour de JC Duvalier pour occulter le problème des élections.

En effet, JC Duvalier, ayant dilapidé une partie de la fortune volée au peuple haïtien, devait se rendre en Haïti pour récupérer 6 millions d'euros dormants dans une banque suisse. La condition sine qua non de la banque pour que Duvalier ait accès à cette somme était de se montrer en Haïti. D'une pierre deux coups: JC Duvalier récupérait cet argent et formait un nuage de fumée pour détourner l'attention des élections frauduleuses.

Il a été arrêté depuis par le gouvernement haïtien, de concert bien évidemment avec la France et les Etats-Unis. Cette condamnation est aussi un nuage de fumée. Depuis les Tontons Macoutes ont réapparu… et on a commencé à comparer Aristide à Duvalier. Ils ne sont pas comparables !

Aristide a commis beaucoup d'erreurs mais on est loin de la dictature de la famille Duvalier qui a régné en maître pendant 29 ans avec les Tontons Macoutes, milice paramilitaire extrêmement violente sous les ordres de Papa Doc.

Duvalier n'est évidemment pas le bienvenu ! On prétend que les Haïtiens ne sont pas offusqués par ce retour. C'est faux ! De nombreuses organisations qui militent en Haïti disent : « D'abord Préval, Célestin et les occupants et ensuite, on s'occupera de Duvalier ». Les jeunes qui ont applaudi Duvalier à l'aéroport ont 25 ans. Ils ne savent pas qui est Duvalier. La faute est à la gauche haïtienne qui aurait dû éduquer sur les pages noires de l'histoire d'Haïti. Il faut continuer à informer et à élever le niveau de conscience du peuple haïtien. Pour se souvenir de ces pages noires, il aurait fallu, par exemple, conserver la prison Fort Dimanche qui a servi de prison politique sous la dictature de François Duvalier.

Lorsque Duvalier est parti, on a dit que c'était fini. Ce n'était pas fini ! La France a permis à Duvalier de rentrer pour nous humilier jusqu'au bout. C'est quelque chose que nous ne pardonnerons jamais à l'impérialisme.

R. B : Auriez-vous un message à transmettre aux Haïtiens pour les encourager dans leur combat contre l'ingérence des puissances étrangères?

J. L : Un proverbe haïtien dit: « Celui qui vous donne à manger, contrôle votre cerveau ». Aujourd'hui nous sommes à un carrefour. Haïti s'en sortira par tous les moyens et retrouvera sa souveraineté. Pour cela, nous devons créer un mouvement capable, d'élever le niveau de conscience de la population et capable de prendre le pouvoir. Sans cette prise de pouvoir, il n'y a pas de changements possibles. Nous n'avons pas besoin d'aide extérieure. Des forces en Haïti, il y en a ! C'est à nous de travailler pour former un front, déterminer cette force et prendre le pouvoir. Ainsi seulement, Haïti sera libérée.

Certains diront que ce n'est pas pour demain. Moi je dis : « Cela se fait au quotidien. Donc c'est pour aujourd'hui!»

Investig'Action 17 février 2011

Les protestations du Wisconsin !

Le retour sur la scène de la classe ouvrière américaine

Par Bill Van Auken

Les protestations de masse de plus en plus importantes contre les attaques tous azimuts sur les conditions de travail et les droits démocratiques dans l'Etat du Wisconsin, auxquelles participent des dizaines de milliers d'employés de la fonction publique, d'enseignants, d'étudiants et ceux qui les soutiennent, marquent un tournant dans la vie politique aux Etats-Unis, et dans le monde.

Le récent renversement des présidents tunisien et égyptien par des mouvements de protestation de masse signifie la réémergence de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière. Les conditions qui ont créé ces luttes sont universelles : le chômage de masse, des niveaux stupéfiants d'inégalité sociale et un système politique totalement indifférent aux revendications et aux intérêts de la vaste majorité de la population. L'éruption de protestations de masse au Wisconsin est la première manifestation d'une nouvelle ère de lutte de classe dans le pays qui a pendant longtemps fonctionné comme le centre du système capitaliste mondial, les Etats-Unis.

Après les années 1980, qui ont connu l'écrasement de la grève des contrôleurs aériens du syndicat professionnel PATCO et la défaite de grèves militantes chez Hormel, Greyhound et Phelps Dodge – la lutte de classe aux Etats-Unis avait été artificiellement jugulée. Ceci avait été possible en raison du rôle totalement réactionnaire joué par le syndicat américain AFL-CIO qui a systématiquement isolé et étouffé toute lutte de la classe ouvrière tout en s'intégrant lui-même de plus en plus fortement à l'establishment patronal et politique.

Tout particulièrement après la liquidation de l'Union soviétique et de la bureaucratie stalinienne, lorsque les dénonciations triomphalistes du socialisme par la bourgeoisie avaient atteint leur paroxysme, d'aucuns avaient été jusqu'à nier l'existence même de la classe ouvrière. L'histoire, comme le dit la fameuse phrase du Manifeste communiste - « l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, n'a été que l'histoire de luttes de classes » - avait été déclarée finie.

Deux ans et demi après la crise économique mondiale, ayant commencé avec l'effondrement financier à Wall Street à la fin de 2008, la classe ouvrière américaine est en train de lancer ses premières grandes contre-attaques contre la politique de l'aristocratie financière. On commence à réaliser de plus en plus que le système politique et économique a failli et qu'un nouvel ordre social doit émerger.

Au Wisconsin, les manifestants ont invoqué le soulèvement de masse des travailleurs dans le monde arabe, comparant Madison au Caire et le gouverneur du Wisconsin, Scott Walker, à Hosni Moubarak. A New York City, les étudiants ont protesté contre les fermetures d'école en scandant « New York c'est l'Egypte. » Ceci est tout à fait pertinent et témoigne d'une perception grandissante parmi les travailleurs de chaque pays qu'ils sont confrontés à une lutte commune et à un ennemi commun.

L'aristocratie financière qui gouverne l'Amérique est tout aussi éloignée des masses travailleuses et hostiles à leur égard que le régime dictatorial dirigé par le président Hosni Moubarak en Egypte. Face à la pire crise économique depuis des générations – au moment où des millions de personnes perdent leur emploi, leur maison et leur revenu – pas la moindre mesure n'avait été prise pour aider les travailleurs. Au lieu de cela, des milliers de milliards de dollars d'argent public ont été versés, sans poser de questions, à Wall Street et à une élite financière dont les spéculations irresponsables avaient déclenché la crise à l'origine.

A tous les niveaux gouvernementaux l'on réclame à présent que la classe ouvrière fasse des sacrifices. Le gouvernement Obama vient de proposer cette semaine un budget réduisant en premier lieu et à hauteur de mille milliards de dollars les programmes sociaux dont bénéficie la classe ouvrière. Pour leur part, Walker et ses homologues des chambres parlementaires dominées par les Démocrates et les Républicains détruisent les emplois et suppriment les programmes sociaux sans s'occuper le moins du monde de la très vaste opposition populaire et de la misère sociale que créera une telle politique.

Le républicain Walker a décidé de supprimer les conventions collectives en dictant les conditions de recrutement des employés de la fonction publique, en imposant des attaques drastiques contre les retraites, les soins de santé et les conditions de travail tout en maintenant les augmentations de salaire au-dessous de l'augmentation du coût de la vie. Une série d'autres mesures proposées dans tout le pays sont les suivantes :

* En Caroline du Nord, le gouverneur démocrate Bev Purdue a présenté un budget supprimant plus de 10.000 postes dans les services publics tout en réduisant davantage les impôts sur les entreprises qui figurent déjà parmi les plus bas du pays.

* Au Michigan, le gouverneur républicain, Rick Snyder a proposé des coupes drastiques dans les dépenses publiques pour le financement des écoles, des communes et des universités ce qui entraînera des coupes sévères dans les services et les emplois. Tout en cherchant à imposer le revenu des retraités, Snyder propose de supprimer 1,8 milliards de dollars d'impôt sur le revenu des collectivités.

* Et à New York, le maire « indépendant » Michael Bloomberg a présenté un budget municipal, prévoyant le licenciement de 4.666 enseignants et l'élimination de 1.500 postes supplémentaires d'enseignants, grâce aux départs volontaires. Ce maire milliardaire est déterminé à appliquer les coupes même si une forte augmentation des profits à Wall Street procure à la ville un revenu supplémentaire de 2 milliards de dollars.

Qu'une telle politique soit proposée, sans parler de son application, témoigne du caractère sclérosé de la politique officielle et des tensions sociales immenses qui sont en train de se former en dehors de celle-ci.

En promettant de réagir à toute résistance par le recours à la garde nationale, le gouverneur du Wisconsin a fourni l'expression la plus frappante du véritable état actuel des rapports de classe aux Etats-Unis. La dernière fois qu'on s'était servi de la garde nationale à cette fin au Wisconsin avait été en 1886, après le massacre de Haymarket à Chicago, lorsque la milice d'Etat fut appelée pour ouvrir le feu sur des métallurgistes en grève à Milwaukee.

La menace de Walker n'est pas vaine. Les tensions de classe sont aujourd'hui plus prononcées qu'à n'importe quel moment durant les derniers trois quarts de siècle. L'inégalité sociale et la concentration de la richesse dans les mains du un pour cent le plus riche – qui contrôle à présent bien plus d'un tiers de la richesse du pays – sont plus extrêmes aujourd'hui qu'à n'importe quel moment depuis le soi-disant « âge d'or », lorsque la violence d'Etat contre le mouvement ouvrier était chose courante.



Au Wisconsin, les manifestants ont invoqué le soulèvement de masse des travailleurs dans le monde arabe, comparant Madison au Caire et le gouverneur du Wisconsin, Scott Walker, à Hosni Moubarak

Les événements du Wisconsin sont un signe clair que les Etats-Unis sont entrés dans une nouvelle période de soulèvement social. La classe ouvrière est poussée à mener la lutte par la crise objective du capitalisme et par la détermination de la classe dirigeante à défendre sa richesse au moyen d'une attaque impitoyable contre tous les droits des travailleurs – le droit à un emploi, à un salaire décent, à l'éducation, aux soins de santé et à une retraite sûre.

Une nouvelle perspective politique est nécessaire pour faire avancer ces luttes. D'abord, absolument aucune confiance ne doit être accordée aux syndicats qui ont tout fait pour renforcer le Parti démocrate et réprimer tout mouvement indépendant des travailleurs. Au Wisconsin, les responsables syndicaux disent qu'ils reconnaissent la nécessité des coupes mais ne veulent pas renoncer à leur place à la table de négociation. En fait, leur principal objectif est de préserver leur base financière qui repose sur le système de retenue de la cotisation syndicale à la source.

Les travailleurs doivent catégoriquement rejeter les concessions réclamées par les dirigeants syndicaux et l'ensemble de l'establishment politique. Le déficit budgétaire au Wisconsin représente une infime fraction de la richesse des milliardaires du pays. En fait, les déficits budgétaires totaux des 50 Etats représentent environ un dixième de la richesse nette détenue par les 400 Américains les plus riches seulement. Il faut exiger le retour de cette richesse et des milliers de milliards de dollars dépensés pour renflouer les banques pour satisfaire les besoins sociaux de base de la vaste majorité de la population.

Une lutte contre les coupes budgétaires requiert l'unification de l'ensemble de la classe ouvrière et des jeunes au Wisconsin et partout dans le pays. Des organisations indépendantes des syndicats doivent être construites – des comités de travailleurs et d'étudiants doivent être formés pour unir les travailleurs du secteur public à ceux du secteur privé ainsi qu'aux jeunes, sur les lieux de travail, dans les écoles et dans les quartiers des villes, au Wisconsin et au-delà. Des préparatifs devraient être faits maintenant pour une grève générale de tous les travailleurs contre les coupes budgétaires.

Mais avant tout une lutte politique est nécessaire qui part de la compréhension du fait que rien ne peut être défendu tant que la classe ouvrière est subordonnée au Parti démocrate et au système capitaliste bipartite. Les représentants de la classe capitaliste, en proclamant que le maintien du capitalisme requiert la destruction des emplois et des niveaux de vie d'une vaste majorité de la population, reconnaissent en fait la faillite historique du système qu'ils défendent.

La réémergence de la lutte de classe sera accompagnée de la renaissance de la lutte pour le socialisme. Alors que la classe ouvrière américaine entre dans une nouvelle ère de soulèvement social, la tâche cruciale est à présent la construction d'un parti socialiste révolutionnaire pour mener ces luttes.

WSWS 22 février 2011

Argentine : La Chancellerie Argentine a déposé plainte contre les États-Unis

Le ministère des Affaires étrangères argentin a envoyé une lettre de protestation à l'Ambassade des États-Unis par l'avion qui avait atterri en Argentine avec un matériel non déclaré. Le Chancelier argentin a indiqué que les équipements en question pourraient être utilisés pour de l'espionnage.

Le matériel trouvé dans l'avion américain a été trouvé jeudi dernier juste après son atterrissage sur l'aéroport International d'Ezeiza.

Le ministre des Affaires étrangères argentin, Héctor Timerman, a indiqué qu'« il a vérifié que près de mille pieds cubiques de matériel n'étaient pas indiqués dans la liste des éléments déclarés ».

Le fonctionnaire a ajouté que c'est « un matériel suspect qui pouvait servir à des interférences téléphoniques, des écoutes secrètes, des armes, et des drogues qui n'étaient pas déclarées ».

Selon la protestation envoyée à l'Ambassade des États-Unis en Argentine, « jusqu'à présent nous n'avons pas reçu d'explications satisfaisantes qui éclaircissent la présence de matériel non déclaré dans le chargement qui est arrivé à l'Aéroport d'Ezeiza ».

Le document ajoute qu'il n'a pas non plus eu d'éclaircissement sur « l'usage qui pourrait être fait de ce matériel une fois déposé en Argentine, en prenant en compte que pour une part du matériel il s'agissait d'éléments qui sont utilisés dans des opérations d'intelligence et(ou) de communications ».

Cependant, la porte-parole du Département d'État, Virginia Staab, a argumenté que «ce débarquement avait été complètement coordonné et approuvé par le Ministère de Sécurité et le ministère des Affaires étrangères du Gouvernement de l'Argentine ».



Le ministre des Affaires étrangères argentin, Héctor Timerman

Pour sa part, Beron de Astrada, le juge qui enquête sur l'affaire, a indiqué que « le chargement était arrivé dans le cadre d'un accord de coopération ». Le magistrat a assuré que "jusqu'à présent il n'y a pas de fait illicite vérifié".

Source: Agencia Púlsar 15 février 2011
Traduction : Primitivi 15 février 2011

Libye : Kadhafi confronté à une contestation sans précédent



Les manifestants réclament le départ de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969.

Le dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 40 ans, fait face à un mouvement de contestation sans précédent dans l'est du pays qui a d'ores et déjà fait plus de quarante morts et plusieurs blessés. « Les forces spéciales qui sont loyales à Kadhafi se battent toujours désespérément pour prendre le contrôle et pour gagner du terrain et les gens se battent contre elles rue après rue », a raconté Mohammed, un habitant de Benghazi, la deuxième ville du pays.

Des émeutes ont éclaté après que les forces de sécurité aient tenté d'entraver les obsèques d'une quinzaine de manifestants tués la veille.

Samedi encore, des manifestants se trouvaient toujours dans les rues, malgré les nouvelles menaces de représailles du pouvoir. Selon des témoignages, les forces spéciales du régime ont chargé une foule composée notamment d'avocats et de juges, rassemblés devant le palais de justice de Benghazi. « Ils ont tiré des gaz lacrymogènes sur les manifestants dans les tentes et dégagé les lieux après que beaucoup aient fui en emportant les morts et les blessés », a témoigné un manifestant par téléphone.

Quatre autres villes étaient aussi secouées par des manifestations vendredi, rapporte HRW. Les manifestants réclament le départ de Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969.

L'information sur la situation en Libye n'est disponible qu'au compte-gouttes, en raison des restrictions imposées par le régime Kadhafi aux médias. La chaîne de télévision qatarie Al-Jariza a annoncé vendredi que son signal était brouillé et que son site Internet était bloqué. L'accès à Internet en Libye est bloqué depuis vendredi soir.

Human Rights Watch a fait état samedi d'au moins 84 morts en Libye depuis le début des manifestations mardi, en s'appuyant sur des témoignages de personnel hospitalier et de témoins.

De leur côté, les autorités n'ont fourni aucun bilan de victimes et n'ont fait aucun commentaire sur les manifestations.

Le procureur général libyen Abdelrahman Al-Abbar aurait ordonné l'ouverture d'une enquête sur les violences ayant marqué les manifestations.

La Turquie s'est déclarée samedi inquiète, face au déchaînement de violences qui accompagnent les manifestations survenues depuis trois jours en Libye.

L'Humanité 19 Février 2011

Équateur : Chevron condamné à payer 8 milliards de dollars

La Justice équatorienne a ordonné à la compagnie pétrolière Chevron le paiement de 8 200 millions de dollars pour des dommages environnementaux. L'entreprise a affirmé qu'elle fera appel du jugement qu'elle a qualifié d'"illégitime et inapplicable".

Nicolás Zambrano, juge de la Cour provinciale de Sucumbíos, a prononcé la sentence après 17 ans de litiges. Des communautés indigènes équatoriennes avaient initié le processus en 2003 devant les tribunaux des États-Unis. Une décennie après, l'affaire a été portée en Équateur.

Les communautés ont dénoncé Texaco pour avoir répandu des résidus toxiques entre 1964 et 1990, qui ont généré des problèmes de santé et une pollution atmosphérique. Chevron a acheté la firme Texaco en 2001 alors que le litige n'était pas réglé.

La compagnie a confirmé qu'elle fera appel du jugement. Elle a indiqué avoir pris des mesures aux États-Unis et dans les tribunaux internationaux pour suspendre l'application de la sentence.

La semaine dernière, une décision de la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye avait interdit l'application de toute sentence émise par le tribunal équatorien contre Chevron. En même temps, aux États-Unis, un juge de New York a aussi émis un ordre pour empêcher de faire payer des compensations à la compagnie.

Les communautés indigènes équatoriennes exigeaient une réparation économique supérieure. Cependant, le plaideur, Pablo Fajardo, a fait remarquer que "cette histoire commence à changer".



L'entreprise Chevron a affirmé qu'elle fera appel du jugement qu'elle a qualifié d'"illégitime et inapplicable".

Source: Agencia Púlsar 14 février 2011

Traduction : Primitivi 15 février 2011

Suite de la page (7)

langue officielle et commune de la République d'Haïti.

Pour répéter Roger Gaillard, comme État indépendant, l'adhésion de la République d'Haïti à l'Organisation internationale de la Francophonie est un acte purement volontaire. Elle peut se retirer ou y rester au gré de ses intérêts. Toutefois, l'expérience d'Haïti au sein de l'organisation de la francophonie peut constituer une source d'inspiration à la création d'une organisation mondiale de l'haïtianophonie, car la langue haïtienne compte actuellement plus de 14 millions de locuteurs et occupe la 4e place en Amérique après l'espagnol, l'anglais et le portugais.

Depuis septembre 1979, la langue haïtienne est dotée d'une orthographe officielle reconnue et utilisée à travers le monde. En tant que leader et créateur mondial de la quatrième langue parlée en Amérique, il revient à Haïti d'affirmer son leadership en s'investissant massivement dans le développement et dans la promotion de l'haïtien : la langue d'unité nationale.

Par Prophète G. Joseph, M.Éd., professeur

[1] D'après Alain Rey, linguiste et du Petit Robert, toutes les langues passent une étape appelée créole. Mais, lorsque le pays où une langue est parlée par une majorité de citoyens et de citoyennes décide d'adopter un alphabet officiel pour fixer le statut et l'appartenance nationale de cette langue, cette dernière change d'appellation CRÉOLE pour porter le nom de la nationalité du pays qui lui a donné l'alphabet officiel. C'est pour cela, qu'on parle le vietnamien au Vietnam, le cambodgien au Cambodge, l'italien en Italie, le français en France, l'allemand en Allemagne, l'haïtien en Haïti, etc. La langue parlée en Haïti, s'appelle l'Haïtien depuis le 28 septembre 1979, date à laquelle le Parlement de la République adopta l'alphabet officiel de la langue haïtienne dans le cadre de la réforme de l'école fondamentale qui a été mise en place par le Décret-loi du 30 mars 1982. Ce Décret-loi stipule à l'article 29 que l'haïtien est la langue enseignée et la langue d'enseignement tout au long de l'école fondamentale. L'Article 5 de la Constitution de 1987, signale que l'haïtien est la seule langue qui unit tous les habitants d'Haïti. L'haïtien et le français sont deux langues officielles de la République d'Haïti. Curieusement, dans le Décret-loi de 1982 et dans l'article 5 de la Constitution de 1987, c'est le mot créole que l'on a utilisé à la place de l'haïtien pour la simple et bonne raison suivante. Les législateurs et les constitutionnalistes haïtiens n'avaient pas fait appel aux spécialistes en aménagement de politique linguistique qui traitent la question du statut des langues. Toutefois, chaque citoyen, chaque citoyenne d'Haïti doit se faire un devoir patriotique en apportant cette correction dans ses conversations et à l'intérieur de tous les textes de loi du pays, car le mot créole sert à assassiner l'haïtien qui rappelle l'existence, les créations et le statut réel de notre peuple.

Sources:

Gouvernement de la République d'Haïti, Ministère de l'Économie et des Finances, Budget 2006-2007
Gouvernement de la République d'Haïti, Ministère de l'Économie et des Finances, Budget 2009-2010
http://www.francophonie.org/Le-budget.html
Ki jan nou ekri kreyòl ayisyen an, Études créoles, vol.III, # 1, novembre 1980.
République d'Haïti, Constitution du 29 mars 1987, Art. 5.
République d'Haïti, Constitution du 19 juin 1918, Art. 24.
http://www.signalfmhaiti.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2871
www.editionskonbit.com

EZLN : la guerre de Calderón est un business



Le Sous-commandant Marcos, a affirmé que le climat de guerre dans "la vie quotidienne de l'actuel Mexique" a été provoqué par les sphères du pouvoir, "comme toutes les guerres de conquête".

Par Alejandro Pacheco

Le Sous-commandant Marcos a indiqué que le président mexicain, Felipe Calderón, a commencé la guerre contre le trafic de stupéfiants pour « fuir la remise en question massive de sa légitimité ». Il a parlé d'une guerre perdue et sans fin « depuis qu'elle a été conçue ».

Le porte-parole de l'Armée Zapatista de Libération Nationale (EZLN) a établi un contact par courrier avec le professeur de l'Université Nationale Autonome du Mexique, Luis Villoro.

L'intention du groupe insurgé a été de fixer sa position, à propos de la soi-disant guerre contre le trafic de stupéfiants entrepris par le président mexicain, Felipe Calderón.

Le porte-parole de l'organisation, le Sous-commandant Marcos, a affirmé que le climat de guerre dans "la vie quotidienne de l'actuel Mexique" a été provoqué par les sphères du pouvoir, "comme toutes les guerres de conquête".

Le représentant a fait remarquer que "des milliers de morts, des gains juteux économiques, une nation détruite, dépeuplée et brisée irrémédiablement" vont résulter de cette guerre.

De plus, il a ajouté que les États-Unis sont les "uniques" gagnants de cette "guerre", puisque "principal fournisseurs (d'armes) pour les deux factions rivales".

Le "Subco" s'est aussi demandé combien y-a-t-il de délinquants parmi les 34612 assassinés dans la guerre contre le trafic de stupéfiants au Mexique. Pour les mêmes raisons, il a regretté les assassinats de plus de mille enfants.

Enfin, dans sa lettre, l'EZLN se demande quand prendra fin la soi-disant guerre contre le trafic de stupéfiants. « Quand apparaîtra sur l'écran du Gouvernement Fédéral le *game over* indiquant la fin du jeu, suivi par les crédits des producteurs et de sponsors de la guerre ? », demande la missive du groupe insurgé.

Source: Agencia Púlsar15 février 2011
Traduction : Primitivi 16 février 2011

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

À côté de création et innovation comme définition de l'art dans l'espace moderne - contemporaine, on devrait souligner sa capacité à surprendre, parce que l'art émerge parfois sans crier gare et de n'importe où. Personne n'avait soupçonné le talent du douanier Rousseau avant d'avoir vu ses premières toiles peintes les dimanches à ses heures libres. C'est à peu près le cas pour Grandma Moses qui ont tous les deux légué un héritage artistique de grande valeur à la postérité.

C'est à peu près pour cette raison entre autres que les critiques, de peur de passer à côté d'un autre *Van Gogh,* laissent parfois traîner leur regard, un peu partout à la recherche du *neuf*. L'art ne se laisse pas voir / découvrir à travers la lentille des préjugés, parce qu'il est le lieu par excellence où toutes les injustices sont réparées. L'illustration qui revient à chaque fois est sans doute l'expérience du Centre d'Art Haïtien où des inconnus, venus de l'autre côté de la falaise qui sépare la bourgeoisie et les autres, ont placé la peinture haïtienne sur le rebord du monde.

C'est justement ce dépassement à l'égard des préjugés de toutes sortes qui a permis à l'Amérique (New York) de conserver le statut de Capitale culturelle du monde depuis la fin du 19ème siècle jusqu'à aujourd'hui. L'Amérique est née ouverte et épanouie, c'est ce qui lui a permis de porter à une échelle gigantesque et avec une méthode et une énergie exceptionnelles ce qu'elle avait trouvé de moderne en Europe. Toute sa force tient au fait qu'elle apparaisse au monde comme une nation moderne et activiste. Et pour y accéder, elle n'a pas hésité à en payer le prix : la Guerre de Sécession.

De la prose aux vers

Le Périple de Baldassare
Un roman d'Amin Maalouf

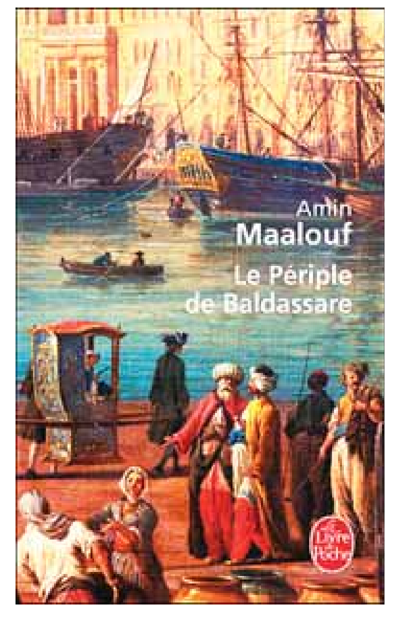
Né au Liban en 1949, Amin Maalouf vit en France depuis 1976. Romancier, essayiste et historien reconnu, il a également été journaliste. Il a ainsi parcouru une soixantaine de pays et couvert de nombreux événements, de la guerre du Vietnam à la révolution iranienne ; il fut rédacteur en chef de Jeune Afrique. Il est l'auteur des Croisades vues par les Arabes (1983), Léon l'Africain (1986), Samarcande (1988), Les Jardins de Lumière (1991), Le Premier Siècle après Béatrice (1992), Le Rocher de Tanios (Prix Goncourt 1993) et Les Identités Meurtrières (1998). Le Périple de Baldassare a obtenu le Prix Jacques Audiberti-Ville d'Antibes 200.

Un extrait

J'avais rangé mon cahier, mon encre, mes calames et ma poudre buvarde pour les emporter en voyage, mais je dois les reprendre dès ce dimanche soir sur ce même bureau. C'est qu'un incident grossier s'est produit en fin d'après-midi qui a failli remettre en cause notre départ. Il s'agit là d'une affaire qui m'exaspère au plus haut point, qui m'humilie, même, et que j'aurais bien voulu passer sous silence. Mais je me suis promis de tout confier à ces pages et je ne m'y déroberai point.

À l'origine de tout ce tumulte, une femme, Martha, que l'on appelle ici, avec un léger clin d'œil, « la veuve ». Elle avait épousé, il y a quelques années, un individu que tout le monde savait être un voyou ; issu, d'ailleurs, d'une famille de voyous, tous escrocs, chapardeurs, maraudeurs, détrousseurs, naufrageurs, tous sans exception, grands et petits, aussi loin que remontent les souvenirs ! Et la belle Martha, qui était alors une fille délurée, espiègle, indomptable, malicieuse mais pas du tout mauvaise graine, s'était éprise de l'un d'eux - un dénommé Sayyaf.

Elle aurait pu avoir n'importe quel parti dans cette ville, moi-même - pourquoi le nier ? - j'aurais bien voulu d'elle ! Son père se trouvait être mon barbier, et un compagnon que j'appréciais. Lorsque j'allais chez lui, le matin, pour me faire raser, et que je la voyais, je repartais en chantonnant. Elle avait dans la voix, dans la démarche, dans les cils du regard, ce je ne sais quoi qui fouette l'homme vivant. Mon inclination n'avait pas échappé à son père, et il m'avait laissé entendre qu'il serait ravi et flatté d'une telle alliance. Mais la gamine s'était entichée de l'autre ; un matin l'on apprit qu'elle s'était laissée enlever, et qu'un



prêtre sans dieu les avait mariés. Le barbier en mourût de chagrin quelques mois plus tard, léguant à sa fille unique une maison, un verger, et plus de deux cents sultanins d'or.

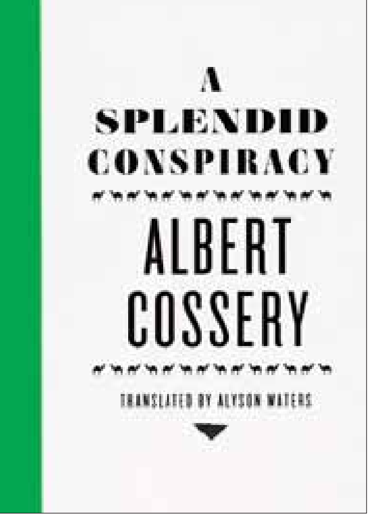
L'époux de Martha, qui n'avait jamais travaillé de sa vie, eut alors l'idée de se lancer dans le grand commerce et d'affréter un bateau. Il persuada sa femme de lui confier les économies de son père, jusqu'à la dernière piécette, et s'en fut au port de Tripoli. On ne devait plus jamais le revoir.

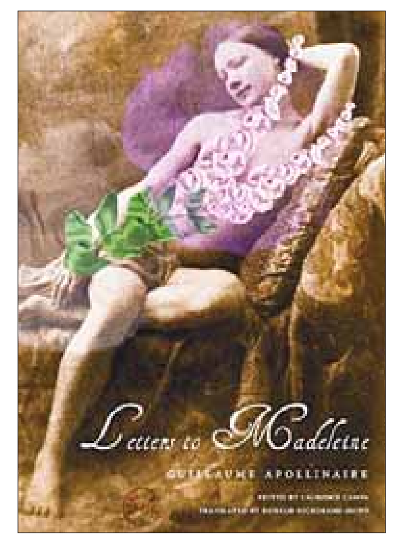
Au début, on raconta qu'il avait fait fortune avec un chargement d'épices, qu'il s'était fait construire toute une flotte, et qu'il projetait de venir parader devant Gibelet. Il paraît que Martha passait alors toutes ses journées avec ses amies, face à la mer, à l'attendre, toute fière. En vain, -- ni flotte, ni fortune, ni mari. Au bout de quelque temps, d'autres rumeurs, bien moins glorieuses, commencèrent à circuler. Il aurait péri dans un naufrage. Ou alors, devenu pirate, il aurait été pris par les Turcs et pendu. Mais l'on prétendait aussi qu'il s'était ménagé un repaire côtier aux environs de Smyrne, et qu'il y avait à présent femme et progéniture. Ce qui mortifiait son épouse, qui n'était jamais tombée enceinte au cours de leur brève vie commune, et que l'on dit stérile.

Pour l'infortunée Martha, seule depuis six ans déjà, ni mariée ni libre, sans ressources, sans frère ni sœur, sans enfants, surveillée par toute sa belle-famille de voyous de peur qu'elle ne songeât à souiller l'honneur de l'époux vagabond, c'était un calvaire de chaque jour. Alors elle s'était mise à clamer, avec une insistance qui frisait la folie, qu'on lui avait appris de bonne source que Sayyaf était mort, et qu'elle était donc veuve, bien veuve ; mais lorsqu'elle s'était vêtue de noir, la famille dudit défunt s'était acharnée sur elle, l'accusant de porter malheur à l'absent. Après avoir reçu, quelques coups dont chacun avait pu voir les traces sur son visage et sur ses mains, « la veuve » s'était résignée à mettre de nouveau des habits de couleur.

Actualités Artistiques et Littéraires

Vendredi 18 février dernier la *Unameable Books* de Brooklyn a accueilli la présentation de la traduction en Anglais du roman « *A Splendid Conspiracy* » écrit par l'écrivain Egyptien Albert Cossery paru en 2010. ***Alyson Waters*** qui a réalisé la traduction en a profité pour lire un extrait de « *Les Couleurs de l'Infamie* » d'Albert Cossery et « *Cousine K* » de Yasmina Khadra qu'elle a également traduit en Anglais. ***Alyson Waters*** est Professeure à Yale Université et a déjà traduit plusieurs livres du Français vers l'Anglais. En 2010 elle a reçu un ***Award*** de meilleure traduction. Au cours de la même soirée, le traducteur ***Donald Nicholson-Smith*** a également donné lecture d'un extrait d' « *Apollinaire's Letters to Madeleine* », qu'il vient tout juste de traduire.





Dans cette parution, je vous présente deux dessins d'un artiste jusqu'ici connu comme Mécène, politique et promoteur de la culture en Haïti. Il a réalisé plusieurs événements artistiques et culturels en Haïti, dont la première foire artisanale du pays (Artisanat en Fête, 2001), et le premier festival de jazz de Port-au-prince (2004), pour ne citer que ceux-là. Je viens de tomber comme par hasard sur deux dessins échappés de son crayon.



Baron dans les rues à minuit



Ambiance mystique





Don Michaud : Entre le Merveilleux et le Surréel

Généralement on tend à confondre l'artiste avec sa production, et souvent il arrive à certains journalistes de parler davantage de l'artiste, alors qu'ils ont à se pencher sur ses œuvres. Cette façon de procéder qui doit paraître naturelle aux yeux de plus d'un, pose des problèmes pourtant à plusieurs niveaux, dont je ne vais pas prendre le temps de développer dans le cadre de cet article consacré aux dernières propositions de Don Gérald Michaud sur le plan pictural.

Il m'a été donné de voir une vingtaine des dernières toiles de l'artiste Haïtien Don Michaud, desquelles j'ai choisi de soumettre deux à une analyse pour permettre au grand public d'avoir une idée de l'orientation esthétique de ce créateur, qui fait le choix de s'inscrire dans une démarche encore non définie que je baptiserais *Surréalisme Merveilleux*.

Descendu de nulle part un pied androgyne, partant des nuages, se pose sur un parterre, en carreaux de mosaïque délimité par des pylônes de bétons longeant en ligne droite avant de se perdre dans la lumière écarlate de l'horizon. Ce long parterre jouxte une nature un peu sauvage où les éléments s'harmonisent au gré des saisons, « *Être ou ne pas être* » peinte en 2007, dénonce une certaine appréhension chez l'artiste à se ranger dans une démarche plutôt réfléchie. Si l'attitude aérienne laisse augurer une certaine influence du surréaliste espagnol Salvador Dali, dans une facture moins maniérée, l'organisation spatiale se démarque de la facilité en respectant toutefois certains principes de la perspective développés et exposés dans le célèbre libre de l'architecte Léon Battista Alberti (1404-1472). Sur le plateau sont dispersés ça et là des motifs ; papillon, moité d'œuf, poisson, aubergine, des coquillages plus grands que nature, si on tient compte de leur dimension dans la ligne de fuite, une végétation et de l'eau. L'ensemble est soumis à un éclairage violent, venant du côté opposé au spectateur qui déstabilise la cohabitation, un tantinet forcée, des couleurs les plus opposables. Cette montagne à la végétation multicolore avec une dominance orange, mauve et ocre brun, balayée par l'astre de lumière qui se laisse prendre en sandwiche entre ce morceau de ciel bleu tournant au vert et la montagne.



« Mère Nature », l'une des plus récentes toiles de Don Michaud datant de 2010 s'ouvre sur une représentation de femme, émergeant d'un magma nourricier composé d'eau, de feu et d'autres matières dans un ailleurs indéfini.

« ***Mère Nature*** », l'une des plus récentes toiles de Don Michaud datant de 2010 s'ouvre sur une représentation de femme, émergeant d'un magma nourricier composé d'eau, de feu et d'autres matières dans un ailleurs indéfini. Cet ailleurs situé entre les cieux et la mer, accouche de tout, par exemple de ces deux poissons trompettistes qui délimitent le cadre fragile où se place une femme nue, dont les seins semblent sculptés par d'autres mains, avant de prendre leur place dans l'ensemble. Malgré la distance en années de lumière qui les sépare, par la magie de créer trois dimensions sur une surface qui ne contient que deux, les trompettes semblent évoluer dans le voisinage immédiat d'une lune sectionnée en deux parties inégales contrastant par sa blancheur sur un pan de ciel bleu.

Pareille à une déesse évadée d'une quelconque paradis imaginaire, cette beauté au ventre arrondi, parée de perles, portant sur la tête une couronne sacrée, est traitée dans une logique formelle de la déformation, qui remet en question les lois de la proportion au niveau de l'anatomie du corps humain. Le poisson, l'œuf ainsi que le coquillage n'ont pas raté le train une fois de plus. Dans la construction graphique de ce tableau quant au choix des tonalités, l'artiste fait preuve d'une connaissance approfondie de la gamme chromatique, chère à Paul Cézanne.

Au-delà des formes, des objets et des autres motifs, Don Michaud s'attache à reproduire et à jouer sur les effets de lumière, et sur les teintes des couleurs, et la résultante de l'interaction entre ces deux éléments. Il prête peu d'attention aux détails des formes, pourtant impérieux pour les deux courants qui alimentent son cru : le Surréalisme et le Réel Merveilleux proposées par Alejo Carpentier. Don Michaud tente de manière délibérée de prendre ses distances vis-à-vis des préoccupations littéraires ou narratives de la peinture pour mieux organiser l'opposition - conjonction qui définit les relations entre la couleur et la lumière. Il se contente de noter schématiquement et rapidement, avec un minimum d'élaboration intellectuelle ce qu'il ressentit devant la nature et les utilise comme prétexte dans la construction de sa démarche esthétique.

Don Gérald Michaud vit actuellement en Floride (USA) et il travaille comme professeur d'art à la *Adult Education & Community* de Naples, Miami.

Prince Guetjens
Critique d'art

Descendu de nulle part un pied androgyne, partant des nuages, se pose sur un parterre, en carreaux de mosaïque délimité par des pylônes de bétons longeant en ligne droite avant de se perdre dans la lumière écarlate de l'horizon